

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies.	70 fr.	40 fr.
Etranger } Pays à demi-tarif 100 fr.	60 fr.	
Etranger } Pays à plein tarif 120 fr.	70 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3 fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 3 fr. 50
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	4 fr.
Minimum	20 fr.
La page	400 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	20 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1945		
14 mai	— Décret N° 45-1249 fixant les traitements attribués au personnel de direction et aux agents supérieurs des chemins de fer coloniaux. (<i>Arrêté de promulgation N° 514 Cab. du 17 septembre 1945</i>)	502
23 août.	— Décret N° 45-1895 fixant le contentieux de répression des taxes intérieures perçues au Togo. (<i>Arrêté de promulgation N° 516 Cab. du 17 septembre 1945</i>)	504
23 août	— Décret N° 45-1938 modifiant le décret du 26 juillet 1944 tendant à modifier l'organisation des juridictions indigènes au Togo. (<i>Arrêté de promulgation N° 515 Cab. du 17 septembre 1945</i>)	506
1 ^{er} septembre	— Décret N° 45-2015 réglementant au Togo le domaine public et les servitudes d'utilité publique. (<i>Arrêté de promulgation N° 537 Cab. du 24 septembre 1945</i>)	507
1 ^{er} septembre	— Décret N° 45-2016 réglementant au Togo l'expropriation pour cause d'utilité publique. (<i>Arrêté de promulgation N° 537 Cab. du 24 septembre 1945</i>)	509

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1945		
27 août	— N° 2.629 pr. — Arrêté général portant réaménagement des frais de transport aérien du courrier et des surtaxes-avion	513
11 septembre	— N° 2.791 se. — Arrêté général modifiant l'arrêté N° 3215 F. du 8 sep-	

tembre 1943 portant réglementation des prix (*rendu applicable au Togo par arrêté local n° 546 cab du 28 septembre 1945*) 514

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1945		
18 septembre	— N° 529 F. — Arrêté portant virement de crédits à l'intérieur de divers chapitres du budget local — exercice 1944	523
18 septembre	— N° 530 F. — Arrêté portant règlement du compte définitif des recettes et des dépenses du budget local — exercice 1944	526
18 septembre	— N° 531 F. — Arrêté portant annulation des crédits au budget local du Togo — exercice 1944 — restés sans emploi au 31 mai 1945	526
21 septembre	— N° 534 Dom. — Arrêté annulant l'arrêté N° 358 Dom. du 30 juin 1945 relatif à une enquête de « commodo et incommodo »	527
21 septembre	— N° 535 Dom. — Arrêté ouvrant une enquête de « commodo et incommodo » en vue de l'incorporation d'une bande de terrain aux emprises de la gare de Messakplaka.	527
Personnel		527
Divers		529

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Domaines	535
--------------------	-----

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Personnel****Chemins de fer coloniaux**

ARRETE N° 514. Cab. du 17 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 19 mai 1939 portant organisation des chemins de fer coloniaux en A.O.F., A.E.F., Indochine, Madagascar, Togo et Cameroun, promulgué au Togo le 15 juin 1939;

Vu l'arrêté général N° 2658 AP. du 30 août 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret N° 45-1249 du 14 mai 1945 fixant les traitements attribués aux personnels de direction et aux agents supérieurs des chemins de fer coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire métropolitain;

Vu le décret du 19 mai 1939 portant organisation des chemins de fer coloniaux en Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, Indochine, Madagascar, Togo et Cameroun;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les traitements du personnel de direction du cadre général des chemins de fer coloniaux sont fixés ainsi qu'il suit :

	A SOLDES (en francs)			B SOLDES (en francs)			C SOLDES (en francs)		
	annuelles	mensuelles	journalières	annuelles	mensuelles	journalières	annuelles	mensuelles	journalières
Directeur du réseau de l'Afrique occidentale française	83.160 »	6.930 »	231 »	89.280 »	7.440 »	248 »	95.040 »	7.920 »	264 »
Directeur du réseau de l'Indochine.	83.160 »	6.930 »	231 »	89.280 »	7.440 »	248 »	95.040 »	7.920 »	264 »
Directeur du réseau de Madagascar.	76.320 »	6.360 »	212 »	83.160 »	6.930 »	231 »	89.280 »	7.440 »	248 »
Directeur du réseau de l'Afrique équatoriale française	70.200 »	5.850 »	195 »	76.320 »	6.360 »	212 »	83.160 »	6.930 »	231 »
Directeur du réseau du Cameroun (s'il est chargé du réseau seul)	64.080 »	5.340 »	178 »	70.200 »	5.850 »	195 »	76.320 »	6.360 »	212 »
Directeur du réseau du Togo (s'il est chargé du réseau seul)	58.320 »	4.860 »	162 »	64.080 »	5.340 »	178 »	70.200 »	5.850 »	195 »
Sous-directeur du réseau de l'Afrique occidentale française	76.320 »	6.360 »	212 »	83.160 »	6.930 »	231 »	89.280 »	7.440 »	248 »
Sous-directeur du réseau de l'Indochine	70.200 »	5.850 »	195 »	76.320 »	6.360 »	212 »	83.160 »	6.930 »	231 »
Sous-directeur du réseau de Madagascar et chefs de services régionaux visés à l'article 1 ^{er}	58.320 »	4.860 »	162 »	64.080 »	5.340 »	178 »	70.200 »	5.850 »	195 »

	D SOLDES (en francs)			E SOLDES (en francs)		
	annuelles	mensuelles	journalières	annuelles	mensuelles	journalières
Directeur du réseau de l'Afrique occidentale française	105.120 »	8.760 »	292 »	115.200 »	9.600 »	320 »
Directeur du réseau de l'Indochine	105.120 »	8.760 »	292 »	115.200 »	9.600 »	320 »
Directeur du réseau de Madagascar	95.040 »	7.920 »	264 »	105.120 »	8.760 »	292 »
Directeur du réseau de l'Afrique équatoriale française	89.280 »	7.440 »	248 »	95.040 »	7.920 »	264 »
Directeur du réseau du Cameroun (s'il est chargé du réseau seul)	83.160 »	6.930 »	231 »	89.280 »	7.440 »	248 »
Directeur du réseau du Togo (s'il est chargé du réseau seul)	76.320 »	6.360 »	212 »	83.160 »	6.930 »	231 »
Sous-directeur du réseau de l'Afrique occidentale française	95.040 »	7.920 »	264 »	105.120 »	8.760 »	292 »
Sous-directeur du réseau de l'Indochine	89.280 »	7.440 »	248 »	95.040 »	7.920 »	264 »
Sous-directeur du réseau de Madagascar et chefs de services régionaux visés à l'article 1 ^{er}	76.320 »	6.360 »	212 »	83.160 »	6.930 »	231 »

Ce tableau se substitue aux tableaux prévus à l'article 3 du décret du 19 mai 1939.

ART. 2. — Les traitements du personnel supérieur du cadre général des chemins de fer coloniaux sont fixés ainsi qu'il suit :

ÉCHELONS	1 SOLDES (en francs)			2 SOLDES (en francs)			3 SOLDES (en francs)			4 SOLDES (en francs)		
	annuelles	mensuelles	journalières	annuelles	mensuelles	journalières	annuelles	mensuelles	journalières	annuelles	mensuelles	journalières
Echelle 1	25.200 »	2.100 »	70 »	27.720 »	2.310 »	77 »	30.240 »	2.520 »	84 »	32.760 »	2.730 »	91 »
Echelle 2	32.040 »	2.670 »	89 »	35.280 »	2.940 »	98 »	38.160 »	3.180 »	106 »	41.040 »	3.420 »	114 »
Echelle 3	42.120 »	3.510 »	117 »	45.000 »	3.750 »	125 »	48.240 »	4.020 »	134 »	51.120 »	4.260 »	142 »
Echelle 4	52.200 »	4.350 »	145 »	55.080 »	4.590 »	153 »	58.320 »	4.860 »	162 »	61.200 »	5.100 »	170 »

ÉCHELONS	5 SOLDES (en francs)			6 SOLDES (en francs)			7 SOLDES (en francs)		
	annuelles	mensuelles	journalières	annuelles	mensuelles	journalières	annuelles	mensuelles	journalières
Echelle 1.	35.280 »	2.940 »	98 »	37.800 »	3.150 »	105 »	40.320 »	3.360 »	112 »
Echelle 2.	44.280 »	3.690 »	123 »	47.160 »	3.930 »	131 »	50.040 »	4.170 »	139 »
Echelle 3.	54.000 »	4.500 »	150 »	57.240 »	4.770 »	159 »	60.120 »	5.010 »	167 »
Echelle 4.	64.080 »	5.340 »	178 »	67.230 »	5.610 »	187 »	70.200 »	5.850 »	195 »

ÉCHELONS	8 SOLDES (en francs)			1 ch. SOLDES (en francs)			2 ch. SOLDES (en francs)		
	annuelles	mensuelles	journalières	annuelles	mensuelles	journalières	annuelles	mensuelles	journalières
Echelle 1.	42.420 »	3.510 »	117 »	45.000 »	3.750 »	125 »	50.040 »	4.170 »	139 »
Echelle 2.	54.000 »	4.500 »	150 »	59.040 »	4.920 »	164 »	65.160 »	5.430 »	181 »
Echelle 3.	64.080 »	5.340 »	178 »	69.120 »	5.760 »	192 »	75.240 »	6.270 »	209 »
Echelle 4.	74.160 »	6.180 »	206 »	79.200 »	6.600 »	200 »	85.320 »	7.110 »	237 »

Ce tableau se substitue au tableau prévu à l'article 8 du décret du 19 mai 1939.

ART. 3. — Les nouveaux traitements fixés par le présent décret sont attribués aux intéressés suivant les échelles et échelons dans lesquels ils sont actuellement classés. L'attribution des nouveaux traitements ne sera pas considérée comme un avancement et l'ancienneté que les agents avaient acquise dans leurs échelles et échelons comptera du jour de leur dernière promotion.

ART. 4. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies dont les dispositions auront effet du 1^{er} juillet 1943.

Fait à Paris, le 14 mai 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

Le Ministre des Colonies,
Ministre des Finances p. i.,
P. GIACOBBI.

Taxes

ARRETE No 516 Cab. du 17 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté N° 688 F. du 8 décembre 1942 instituant au Togo une taxe sur les transactions;

Vu l'arrêté N° 689/F. du 8 décembre 1942 instituant au Togo une taxe unique de consommation;

Vu le radiotélégramme N° 76 AE/F1 du 4 septembre 1945 du Ministre des colonies, et le radiotélégramme N° 412 F3/CD du 6 septembre 1945 du Gouverneur général, Haut-Commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret N° 45-1895 du 23 août 1945 fixant le contentieux de répression des taxes intérieures perçues au Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 8 décembre 1942 instituant au Togo une taxe de transactions;

Vu l'arrêté de la même date instituant au Togo une taxe unique de consommation;

Vu le décret du 20 août 1945 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les infractions aux règlements qui fixent l'assiette, la quotité et le mode de perception des taxes indirectes intérieures au Togo, sous le nom de taxe de consommation, de taxe sur les transactions ou sous toute autre appellation, peuvent donner lieu à des poursuites judiciaires.

Les infractions sont prouvées par tous les modes de droit commun ou constatées par des procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire et par les fonctionnaires ou agents de l'administration assermentés chargés de l'application des taxes ou du contrôle.

ART. 2. — En tout ce qui a trait à la compétence, à la procédure devant les tribunaux, les saisies et le privilège de l'administration, sont applicables les règles établies par le décret douanier en vigueur au Togo au moment de la constatation de l'infraction.

ART. 3. — Quiconque aura refusé d'obéir aux injonctions des fonctionnaires ou agents chargés de l'application des taxes ou du contrôle, quiconque se

sera opposé de quelque façon que ce soit à l'exercice de leurs fonctions, les aura injuriés ou se sera livré à des voies de fait à leur égard, sera passible d'une amende de 5.000 à 10.000 F. sans préjudice des peines prévues aux articles 209, 212 et 214 du code pénal.

Il sera enjoint à toutes les autorités civiles et militaires de prêter main forte aux fonctionnaires et agents chargés de l'application ou du contrôle de la taxe lorsqu'elles en seront requises.

ART. 4. — Tout excédent en quantité ou toute différence en nature constatée à l'occasion d'une vérification quelconque, tout transport sans laissez-passer valable de marchandises soumises à une taxe intérieure, entraînera la confiscation immédiate de la marchandise et, s'il y a lieu, des moyens de transport, sans préjudice des pénalités fiscales prévues par les règlements.

Les délinquants pourront, en outre, être condamnés à un emprisonnement de quinze jours à un mois. Il en sera de même en cas de déficit constaté à l'occasion d'un recensement, la confiscation étant remplacée par le paiement de la valeur de la marchandise au prix courant.

ART. 5. — Les mêmes peines sont applicables en cas de déficit, constaté au cours d'un transport, qui résulterait d'une mise en consommation frauduleuse; en cas de différence entre les écritures d'un compte de fabrication des produits et celles d'un registre de laissez-passer ou entre les écritures de la comptabilité commerciale et celles d'un compte de fabrication; en cas d'omission ou d'inexactitude dans les écritures de la comptabilité commerciale, du compte de fabrication des produits ou du livre-journal des ventes qui seraient de nature à réduire la valeur imposable.

Dans ce dernier cas, la différence avec les quantités réelles des marchandises ou le montant des ventes sera considérée comme un déficit.

ART. 6. — Seront passibles d'une amende de 5.000 à 10.000 F. les redevables d'une taxe de consommation qui auront contrevenu aux prescriptions réglementaires relatives au stockage des produits, aux obligations imposées aux fabricants avant toute fabrication ou en cours de fabrication.

En outre, une amende de 200 à 500 F. par jour de retard sera due jusqu'au jour où les contrevenants auront régularisé leur situation.

ART. 7. — Seront passibles des mêmes peines les redevables d'une taxe intérieure qui ne se seront pas conformés aux prescriptions réglementaires relatives aux déclarations, à la tenue d'une comptabilité ou d'un livre-journal.

ART. 8. — Les mêmes peines seront également applicables aux redevables qui ne se seront pas libérés du paiement des taxes dues dans les conditions prévues par les règlements.

Une amende de 200 F. par jour de retard sera infligée aux redevables qui ne se seront pas libérés dans les délais fixés.

ART. 9. — La tenue d'une comptabilité irrégulière, c'est-à-dire de livres ou registres qui n'auraient pas été cotés et paraphés dans les conditions réglementaires, sera punie d'un emprisonnement de six mois à un an sans préjudice des sanctions prévues aux articles 6 et 7 ci-dessus.

ART. 10. — Toute autre inobservation des prescriptions réglementaires sera punie d'une amende de 500 à 10.000 F.

ART. 11. — En cas de récidive, les peines ci-dessus seront doublées.

En cas d'infractions répétées relatives à un même objet, une peine d'emprisonnement de un à six mois pourra, en outre, être prononcée.

ART. 12. — Indépendamment des pénalités ci-dessus, les délinquants peuvent être déclarés par les tribunaux incapables, pendant un an au moins, de prendre part à l'élection des membres de la chambre de commerce du Togo ou d'être eux-mêmes élus.

En cas d'infractions répétées, les tribunaux pourront décider qu'il est interdit aux délinquants d'exercer leur commerce ou leur profession au Togo pendant un an au moins et cinq ans au plus.

L'inobservation de cette interdiction entraînera l'application d'une amende de 10.000 à 20.000 F. et un emprisonnement de un à deux ans.

ART. 13. — Sont punis des mêmes peines que les auteurs directs de la fraude, tout complice et généralement toute personne qui aura eu un intérêt quelconque à la fraude.

ART. 14. — Le ministère public exercera d'office les poursuites contre tous ceux qui auront participé à un délit en matière de taxe indirecte.

Les dispositions de l'article 638 du code d'instruction criminelle sont applicables à l'action du ministère public et à celle de l'administration.

ART. 15. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

ART. 16. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 août 1945.

Jules JEANNENEY.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

Justice indigène

ARRETE N° 515 Cab. du 17 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo, promulgué le 26 juin 1933, ensemble les textes modificatifs ultérieurs;

Vu le décret du 17 juillet 1944 instituant un code pénal indigène pour l'A.O.F., l'A.E.F., le Cameroun et le Togo, promulgué au Togo le 14 octobre 1944;

Vu le décret du 26 juillet 1944 déclarant applicable au Togo le décret du 26 juillet 1944 tendant à modifier le décret du 3 décembre 1931 réorganisant la justice indigène en A.O.F., promulgué au Togo le 17 mai 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret N° 45-1938 du 23 août 1945 modifiant le décret du 26 juillet 1944 tendant à modifier l'organisation des juridictions indigènes au Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 4 du décret du 16 novembre 1924 réorganisant la justice française en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo, ensemble les textes modificatifs ultérieurs;

Vu le décret du 17 juillet 1944 instituant un code pénal indigène en Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, Cameroun et Togo;

Vu le décret du 26 juillet 1944 tendant à modifier le décret du 3 décembre 1931 réorganisant la justice indigène en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 26 juillet 1944 tendant à modifier l'organisation des juridictions indigènes au Togo,

Vu le décret du 20 août 1945 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 26 juillet 1944 susvisé tendant à modifier l'organisation des juridictions indigènes au Togo est modifié et remplacé par le texte suivant :

« Le décret du 26 juillet 1944 tendant à modifier le décret du 3 décembre 1931 réorganisant la justice indigène en Afrique occidentale française est déclaré applicable au Togo avec les changements suivants :

« Aux articles 2, 3, 4 et 5 du décret du 26 juillet 1944 tendant à modifier l'organisation des juridictions indigènes en Afrique occidentale française, la date

du 3 décembre 1931 est remplacée par celle du 21 avril 1933.

« Les attributions dévolues par ce décret soit au gouverneur général, soit aux gouverneurs des colonies subordonnés sont exercées par le commissaire de la République ».

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 23 août 1945.

Jules JEANNENEY.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le ministre des colonies,

P. GIACOBBI.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Pierre-Henri TEITGEN.

Domaines

ARRETE No 537 Cab. du 24 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 13 mars 1926 réorganisant le domaine et le régime des terres domaniales au Togo, promulgué au Togo le 23 avril 1926;

Vu le décret du 14 février 1937 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique au Togo, promulgué au Togo le 3 avril 1937;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1^o — le décret no 45-2015 du 1^{er} septembre 1945 réglementant au Togo le domaine public et les servitudes d'utilité publique;

2^o — le décret no 45-2016 du 1^{er} septembre 1945 réglementant au Togo l'expropriation pour cause d'utilité publique.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

DECRET No 45-2015 du 1^{er} septembre 1945 réglementant au Togo le domaine public et les servitudes d'utilité publique.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1923 déterminant les attributions du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 octobre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié le 20 juillet 1937;

Vu le décret du 13 mars 1926 réorganisant le domaine et le régime des terres domaniales au Togo;

Vu le décret du 29 septembre 1928 réglementant le domaine et les servitudes d'utilité publique au Togo, modifié par décret du 7 septembre 1935,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Font partie du domaine public dans le territoire du Togo :

a) Les rivages de la mer jusqu'à la limite des plus hautes marées ainsi qu'une zone de 100 mètres mesurée à partir de cette limite;

b) Les cours d'eau navigables ou flottables dans les limites déterminées par la hauteur des eaux coulant à pleins bords avant de déborder, ainsi qu'une zone de passage de 25 mètres de large à partir de ces limites sur chaque rive et sur chacun des bords des îles;

c) Les sources et les cours d'eau non navigables ni flottables dans les limites déterminées par la hauteur des eaux coulant à pleins bords avant de déborder;

d) Les lacs, les étangs, les lagunes dans les limites déterminées par le niveau des plus hautes eaux avant débordement avec une zone de passage de 25 mètres de largeur à partir de ces limites sur chaque rive extérieure et sur chacun des bords des îles;

e) Les canaux de navigation et leurs chemins de halage, les canaux d'irrigation et de dessèchement et les aqueducs exécutés dans un but d'utilité publique, ainsi que les dépendances de ces ouvrages;

f) Les chemins de fer, les routes, les voies de communication de toute nature et les dispositifs de protection de ces voies, les conduites d'eau, les conduites d'égouts, les ports et les rades, les digues maritimes et fluviales, les sémaphores, les ouvrages d'éclairage et de balisage ainsi que leurs dépendances;

g) Les lignes télégraphiques et téléphoniques, ainsi que leurs dépendances;

h) Les ouvrages déclarés d'utilité publique en vue de l'utilisation des forces hydrauliques et du transport de l'énergie électrique;

i) Les ouvrages de fortification des places de guerre ou des postes militaires, ainsi qu'une zone large de 250 mètres autour de ces ouvrages;

j) Et généralement, les biens de toute nature que le code civil et les lois françaises déclarent non susceptibles de propriété privée.

ART. 2. — Les riverains des cours d'eau non navigables ni flottables sont soumis à une servitude de passage sur une zone large de 10 mètres sur chaque rive.

ART. 3. — Les terrains et bâtiments des propriétés privées sont soumis à toutes les servitudes de passage, d'implantation, d'appui et de circulation nécessitées par l'aménagement des conduites d'eau, des conduites d'égoûts et les dispositifs de protection des voies de communication ou l'établissement, l'entretien, l'exploitation des lignes télégraphiques et téléphoniques et des conducteurs d'énergie électrique ou des forces hydrauliques classées dans le domaine public.

En cas de doute ou de contestation sur les limites du domaine public ou l'étendue des servitudes établies en vertu de l'article 2 et du présent article, il est statué par décision du commissaire de la République au Togo, sauf recours au conseil du contentieux administratif.

ART. 4. — Toutes propriétés privées urbaines sont en outre susceptibles d'être assujetties aux servitudes d'hygiène, d'esthétique, d'alignement et d'extension dont les conditions d'établissement et d'exécution sont fixées par le gouverneur général de l'Afrique occidentale française, haut commissaire de la République du Togo, après avis du conseil d'administration du territoire, et, le cas échéant, des assemblées municipales intéressées.

Des associations syndicales de propriétaires peuvent être ainsi que l'office des habitations économiques de l'Afrique occidentale française, chargées de l'exécution des plans d'aménagement suivant les modalités approuvées comme il est dit ci-dessus.

Le gouverneur général statue dans les mêmes formes et, sauf recours au conseil d'Etat, sur les contestations relatives à l'étendue des servitudes résultant des plans d'aménagement et d'extension.

ART. 5. — Aucune indemnité n'est due aux propriétaires en raison des servitudes établies en vertu des articles 2, 3 et 4 ci-dessus.

ART. 6. — Le commissaire de la République au Togo accorde par arrêté rendu en conseil d'administration les autorisations d'occuper le domaine public et les dérogations aux servitudes de passage, sous la réserve que ces autorisations et dérogations sont à tous moments révocables, sans indemnité, pour un motif d'intérêt public et sous également des règles qui pourraient être posées, à cet effet, par les arrêtés généraux prévus à l'article ci-après.

ART. 7. — Les portions du domaine public, autres que celles qui sont affectées par décret et que les ouvrages de fortification qui seraient reconnues sans intérêt pour les services publics ou l'intérêt général, pourront être déclassées et affectées par arrêté du commissaire de la République au Togo, rendu en conseil et approuvé par le gouverneur général de l'Afrique occidentale française, haut commissaire de la République au Togo.

Pour les postes militaires, la zone de 250 mètres peut être réduite ou supprimée, sur proposition du commissaire de la République au Togo et du commandant militaire, par arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, haut commissaire de la République au Togo, après avis du général commandant supérieur.

ART. 8. — Des règlements généraux arrêtés par le gouverneur général de l'Afrique occidentale française, haut commissaire de la République au Togo, en conseil du Gouvernement, peuvent édicter les règles relatives à la police du roulage ainsi qu'à l'exercice des servitudes d'utilité publique et des servitudes militaires.

Le gouverneur général de l'Afrique occidentale française, haut commissaire de la République du Togo pourra déléguer au commissaire de la République, le soin de déterminer par arrêté, les mesures d'exécution et les conditions d'application desdits règlements.

Les infractions à ces programmes et arrêtés sont déferées aux tribunaux de simple police et passibles de peine de 1 à 500 frs. d'amende; en cas de récidive dans les douze mois ou de non exécution des travaux prescrits dans un laps de temps déterminé par le tribunal l'amende peut être triplée et il peut en outre, être prononcé une peine d'emprisonnement de cinq jours au plus, le tout sans préjudice de la réparation des dommages causés ou de la démolition, aux frais du contrevenant, des ouvrages indûment établis sur le domaine public et dans les zones de servitude, ou de l'exécution, également à ses frais des travaux prescrits.

ART. 9. — Les détenteurs de terrains compris dans le domaine public qui possèdent ces terrains en vertu de titres réguliers et définitifs antérieurs à la promulgation du décret du 11 août 1920, ne pourront être dépossédés, si l'intérêt public venait à l'exiger que moyennant le paiement ou la consignation d'une juste et préalable indemnité.

Il en serait de même dans le cas où l'intérêt public exigerait pour l'exercice des servitudes prévues aux articles 2, 3 et 4 la démolition des constructions ou l'enlèvement des clôtures ou plantations établies par lesdits détenteurs antérieurement à la promulgation des décrets ci-dessus visés.

L'indemnité sera fixée sauf recours au conseil du contentieux administratif par une commission arbitre de trois membres, dont un sera désigné par le commissaire de la République au Togo, un autre par le propriétaire et un troisième par les deux premiers d'un commun accord.

Dans le cas où le propriétaire n'aurait pas désigné son arbitre dans un délai de trois mois et dans le cas où l'accord ne se produira pas pour le choix du troisième arbitre, ces désignations seront faites par le président du tribunal siégeant au chef-lieu de la colonie.

ART. 10. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures au présent décret, relatives au domaine public au Togo, notamment le titre 1^{er} du décret du

13 mars 1926 portant réorganisation du ^{domaniale} comité public et du régime des terres domaniales au Togo.

ART. 11. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Pierre-Henri TEITGEN.

DECRET N° 45-2016 du 1^{er} septembre 1945 réglementant au Togo l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1923 déterminant les attributions du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 octobre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié le 20 juillet 1937;

Vu le décret du 14 février 1937 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique au Togo;

Vu le décret du 29 septembre 1928 réglementant le domaine et les servitudes d'utilité publique en Afrique occidentale française, modifié par décret du 7 septembre 1935;

Vu le décret du 25 novembre 1930 réglementant en Afrique occidentale française l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifié par décret du 24 août 1933,

DECRETE :

TITRE PREMIER

Cas où l'expropriation peut être prononcée. — Déclaration d'utilité publique.

ARTICLE PREMIER. — L'expropriation pour cause d'utilité publique s'opère dans le territoire du Togo par autorité de justice.

ART. 2. — Les tribunaux ne peuvent prononcer l'expropriation qu'autant que l'utilité publique en a été déclarée et constatée dans les formes prescrites par les titres I^{er} et II du présent décret.

Toutefois, les terres formant la propriété collective des indigènes ou que les chefs indigènes détiennent comme représentants de collectivités indigènes, conformément aux règles du droit coutumier local, restent soumises aux dispositions de la réglementation domaniale qui les concerne.

ART. 3. — Le droit d'expropriation résulte :

1^o — De l'acte qui autorise les opérations projetées telles que construction de routes, chemins de fer ou ports, travaux urbains, travaux militaires, aménagement de forces hydrauliques, distribution d'énergie, installation de services publics, création ou entretien du domaine public, travaux d'assainissement, d'irrigation et de dessèchement, etc.;

2^o — De l'acte qui déclare expressément l'utilité publique desdites opérations. Lorsque l'acte qui autorise les travaux ou opérations est soit une loi ou un décret, soit un arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, haut commissaire de la République au Togo; dans tous les autres cas, la décision d'utilité publique est prononcée par arrêté du commissaire de la République au Togo en commission permanente du conseil d'administration.

ART. 4. — Dans le délai d'un an à partir de l'arrêté de cessibilité indiqué à l'article 5 ci-après, aucune construction ne peut être élevée, aucune plantation ou amélioration ne peut être effectuée sur les terrains situés dans une zone fixée par ledit acte sans autorisation du commissaire de la République au Togo.

L'acte déclaratif d'utilité publique peut désigner immédiatement les propriétés atteintes et il est alors fait application des dispositions de l'article 5 ci-dessous.

ART. 5. — Un arrêté du commissaire de la République au Togo désigne les propriétés auxquelles l'expropriation est applicable, lorsque cette désignation ne résulte pas de l'acte déclaratif d'utilité publique.

Cet arrêté, qui constitue l'acte de cessibilité, vise la portion des immeubles effectivement englobés dans l'ouvrage ou indispensables à l'opération, il peut viser en outre, soit en totalité, soit en partie, la portion restante de ces immeubles ainsi que les immeubles avoisinants, lorsque l'expropriation en est jugée nécessaire dans l'intérêt de l'hygiène ou de l'esthétique ou pour mieux atteindre le but de l'utilité publique envisagé, ou encore lorsque l'exécution des travaux doit procurer à ces immeubles une augmentation de valeur dépassant 20 p. 100. Dans ce cas, l'arrêté indique le mode d'utilisation des parcelles qui ne sont pas incorporées effectivement à l'ouvrage ou les conditions de revente desdites parcelles.

ART. 6. — L'arrêté dont il est question, à l'article 5 ci-dessus, ou, dans le cas prévu au paragraphe 2 de l'article 4, l'acte déclaratif d'utilité publique est précédé d'une enquête *de commodo et incommodo*.

A cet effet, le projet rédigé en français est déposé avec un plan indiquant les propriétés atteintes, à la mairie (si les biens sont situés dans une commune de plein exercice), dans le bureau de l'administrateur, en cas contraire; les intéressés peuvent y venir en prendre connaissance et présenter leurs observations pendant une durée de un mois à dater de l'avis de dépôt.

Dans les cas d'urgence prévus à l'article 27, la durée de l'enquête pourra être réduite à huit jours.

+ et qu'il ne déclare pas l'utilité publique, cette déclaration résulte d'un arrêté du Gouverneur Général.

Avis de ce dépôt est donné par les soins de l'autorité administrative au moyen d'affiches imprimées en français et apposées aux lieux de la situation des propriétés, ainsi qu'aux endroits accoutumés.

TITRE II

Formalités précédant l'expropriation, cession amiable

ART. 7. — L'arrêté prévu à l'article 5 est publié au *Journal officiel* et dans les journaux d'annonces légales de la situation des lieux, s'il en existe.

Il est notifié sans délai par l'autorité administrative aux propriétaires intéressés, occupants et usagers notoires.

ART. 8. — Dans le délai de deux mois, à dater des publications et notifications prévues à l'article précédent, les propriétaires intéressés sont tenus de faire connaître les fermiers, les locataires ou détenteurs de droits réels sur leur immeuble, faute de quoi ils restent seuls chargés envers ces derniers des indemnités que ceux-ci pourraient réclamer.

Tous autres intéressés sont tenus de se faire connaître dans le même délai, faute de quoi ils sont déchus de tous droits.

ART. 9. — Passé ce délai, les intéressés désignés à l'article précédent sont invités à comparaître, soit en personne, soit par mandataire, avec l'expropriant ou son mandataire, par devant une commission composée de trois agents de l'administration désignés à cet effet par le commissaire de la République au Togo pour s'entendre à l'amiable sur le montant de l'indemnité à calculer d'après les bases spécifiées en l'article 13 ci-dessous.

Le procès-verbal d'accord est dressé par un des membres de la commission et signé par chacun.

Si même après l'échec de la tentative de cession amiable prévue par les paragraphes précédents, l'expropriant peut se mettre d'accord sur le montant de l'indemnité avec les intéressés désignés en l'article 8, la convention est constatée par le président de la commission prévue au paragraphe précédent, elle produit les mêmes effets qu'elle aurait entraînés si l'accord était intervenu au cours de la première comparution et elle dessaisit le tribunal.

ART. 10. — Si les biens de mineurs, interdits, absents ou autres incapables, sont compris dans l'acte de cessibilité, les tuteurs, ceux qui ont été envoyés en possession provisoire et tous les autres représentants des incapables peuvent, après autorisation du tribunal donnée sur simple requête en chambre du conseil, le ministère public entendu, consentir amiablement à l'aliénation desdits biens.

Si le propriétaire d'un des terrains du bâtiment à exproprier se trouve hors de la colonie et n'y a laissé ni mandataire, ni représentant connus, un curateur *ad hoc* désigné par le tribunal sur simple requête, est chargé de ses intérêts dans toutes les circonstances prévues au présent décret; il peut, s'il y est autorisé

dans les mêmes formes, consentir amiablement l'aliénation des biens du propriétaire qu'il représente.

Le tribunal ordonne les mesures de conservation et de remploi qu'il jugera nécessaires.

Ces dispositions sont applicables aux immeubles dotaux.

Le commissaire de la République au Togo pourra, dans le même cas, aliéner à l'amiable les biens du domaine privé du territoire, après avis du conseil d'administration.

Les maires des communes pourront aliéner les biens de la commune s'ils y sont autorisés par délibération du conseil municipal approuvée par le commissaire de la République au Togo.

Les administrateurs des établissements publics ont la même faculté, après avis de leur conseil d'administration et autorisation du commissaire de la République au Togo.

Le gouverneur général de l'Afrique occidentale française, haut-commissaire de la République au Togo, régulièrement autorisé, peut consentir l'aliénation des biens du domaine privé de l'Etat.

ART. 11. — Aussitôt après la séance prévue à l'article 9, un tableau contenant les noms des intéressés qui ne se sont pas présentés ou qui ne sont pas tombés d'accord sur le prix, et désignant les immeubles à exproprier, est adressé avec les autres pièces au tribunal de la situation des lieux.

TITRE III

Jugement d'expropriation et fixation des indemnités

ART. 12. — Le tribunal de première instance (ou la justice de paix à compétence étendue) dans la circonscription duquel se trouvent les immeubles, objet de la procédure d'expropriation, est seul compétent pour prononcer l'expropriation des immeubles mentionnés au tableau dont il est parlé à l'article 11 ci-dessus et pour fixer en même temps le montant de l'indemnité.

ART. 13. — L'indemnité d'expropriation est établie en tenant compte dans chaque cas :

1^o — De la valeur de l'immeuble avant la date de l'expropriation, étant entendu que ladite valeur ne peut dépasser celle qu'avait ledit immeuble au jour de la déclaration d'utilité publique.

Toutefois, les constructions, plantations et améliorations qui ont été autorisées dans les conditions prévues par l'article 4 (§ 1^{er}), sont prises en considération dans l'évaluation de la valeur de l'immeuble;

2^o — De la plus-value ou de la moins-value qui résulte pour la partie de l'immeuble non expropriée, de l'exécution de l'ouvrage projeté.

Chacun des éléments déterminés par le paragraphe ci-dessus donne lieu à la fixation d'un chiffre.

L'indemnité d'expropriation ne doit comprendre que le dommage actuel et certain directement causé par l'expropriation, elle ne peut s'étendre à un dommage incertain, éventuel ou indirect.

ART. 14. — L'expertise devra être ordonnée, et elle est demandée par une des parties.

Elle devra être faite par trois experts, à moins que les parties soient d'accord sur le choix d'un expert unique.

Le ou les experts peuvent être dispensés de serment.

ART. 15. — Le tribunal accorde, s'il y a lieu, et dans les mêmes formes, les indemnités distinctes aux intéressés désignés à l'article 8.

Dans le cas de l'usufruit ou d'un droit analogue admis par la coutume locale, une seule indemnité est fixée par le tribunal, eu égard à la valeur totale de l'immeuble; le propriétaire et l'usufruitier exercent leurs droits sur le montant de l'indemnité.

ART. 16. — Le propriétaire d'un bâtiment frappé en partie d'expropriation peut exiger l'acquisition totale, par une déclaration formelle adressée au président du tribunal avant le prononcé du jugement fixant l'indemnité. Il en est de même du propriétaire d'un terrain qui, par suite du morcellement, se trouve réduit au quart de la contenance totale, et ledit propriétaire ne possède aucun terrain immédiatement contigu si la parcelle ainsi réduite est inférieure de 10 a.

ART. 17. — Les décisions rendues par les tribunaux par application de l'article 12 du présent décret ne sont susceptibles d'appel que lorsqu'elles sont prononcées sur des demandes d'indemnité supérieure à 6.000 F.

Le jugement de première instance est exécutoire par provision nonobstant appel et moyennant consignation de l'indemnité.

ART. 18. — Les parties sont tenues de faire éléction de domicile au début de la procédure, au siège du tribunal de première instance de la situation des immeubles, objet de l'instance d'expropriation. L'appel et toute la procédure qui s'ensuit peuvent être signifiés à ce domicile élu.

ART. 19. — Sauf les dérogations portées dans les articles 12, 14, 17 et 19 du présent décret, toutes les règles de compétence et de procédure applicables en matière d'expropriation sont celles du droit commun.

TITRE IV

Payement de l'indemnité. — Entrée en possession

ART. 20. — Dès que la rédaction du procès-verbal de cession amiable prévu à l'article 9 ou des jugements d'expropriation, l'indemnité fixée est offerte à l'intéressé.

ART. 21. — Si ce dernier refuse de la recevoir, s'il y a des oppositions ou dans le cas prévu à l'article 17 ci-dessus, l'administration est tenue de consigner l'indemnité au Trésor.

ART. 22. — Au cas où le propriétaire présumé ne produit pas de titre, ou si le titre produit ne paraît pas

régulièrement, l'administration est également tenue de consigner l'indemnité. Dans ce cas, un avis inséré au *Journal officiel* de la colonie et affiché au lieu de la situation de l'immeuble exproprié, fait connaître ce dernier, le montant de l'indemnité et le nom du propriétaire présumé; si dans le délai de six mois à dater de la publication au *Journal officiel*, aucune opposition n'est parvenue, l'indemnité est versée entre les mains du propriétaire présumé.

ART. 23. — Si l'indemnité n'est pas acquittée ou consignée dans les six mois de l'acte de cession amiable ou du jugement du tribunal, les intérêts de 5 p. 100 l'an courent de plein droit au profit du propriétaire à l'expiration de ce délai.

ART. 24. — Dès le paiement de l'indemnité ou dès sa consignation, conformément aux articles 21 et 22 ci-dessus, l'administration peut entrer en possession de l'immeuble exproprié.

ART. 25. — Si les immeubles acquis pour des travaux d'utilité publique ne reçoivent pas cette destination ou si les immeubles expropriés pour cause de plus-value, par application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 5 du présent décret, ne sont pas utilisés conformément à l'article déclaratif d'utilité publique, les anciens propriétaires ou leurs ayants cause peuvent en demander la remise.

ART. 26. — Le prix des immeubles rétrocédés est fixé à l'amiable et s'il n'y a pas accord, par le tribunal, dans les formes ci-dessus prescrites.

La fixation par le tribunal ne peut, en aucun cas, excéder la somme moyennant laquelle les immeubles ont été acquis.

TITRE V

Dispositions exceptionnelles

ART. 27. — Lorsqu'il y a urgence de prendre possession de terrains non bâtis ou de bâtiments en bois ou autres matériaux provisoires soumis à l'expropriation et, notamment, en matière de travaux militaires et d'assainissement, l'urgence est spécialement déclarée dans les formes prévues à l'article 3. En ce cas, les intéressés sont assignés en référé devant le tribunal, de première instance ou la justice de paix à compétence étendue de la situation des lieux.

L'assignation énonce la somme offerte par l'administration pour être consignée. Au jour fixé les intéressés sont tenus de déclarer la somme dont ils demandent la consignation. Le tribunal fixe le montant de la somme à consigner et ordonne que, moyennant consignation de ladite somme, il pourra être pris possession immédiatement par l'expropriant.

Après la prise de possession, il est, à la poursuite de la partie la plus diligente, procédé à la fixation définitive de l'indemnité en exécution des titres II et III du présent décret.

Si cette fixation est supérieure à la somme qui a été déterminée par le tribunal, le supplément doit être consigné dans la quinzaine du jugement d'expropriation.

ART. 28. — Dans le cas où il s'agit d'exproprier des terrains non bâtis et des bâtiments en bois ou autres matériaux provisoires situés en dehors des villes ou agglomérations ou lorsqu'il n'est pas possible de procéder à un règlement amiable, le tribunal de la situation des lieux prononce l'expropriation et fixe l'indemnité conformément aux dispositions du titre III du présent décret.

Ces décisions ne sont susceptibles d'appel que lorsqu'elles sont prononcées sur des demandes d'indemnité supérieure à 500 F.

TITRE VI

Occupations temporaires

ART. 29. — Pour toutes les opérations relatives à l'étude de travaux prévus à l'article 3, les agents de l'administration ou les personnes auxquelles elle délègue ses droits peuvent pénétrer dans les propriétés privées, à l'exception des maisons d'habitation en vertu d'une décision du commissaire de la République au Togo, indiquant la nature desdites opérations d'études, la région où elles doivent être faites, ainsi que la date à laquelle elles doivent commencer.

Les personnes chargées desdites opérations reçoivent une copie conforme de la décision qu'elles doivent présenter à toute réquisition des propriétaires ou occupants, lesquels ne peuvent prétendre à aucune indemnité.

ART. 30. — Lorsqu'il y a lieu d'occuper temporairement un terrain, soit pour en extraire des terres ou matériaux, soit pour y fouiller ou y faire des dépôts de terre, soit pour tout autre usage relatif à l'exécution des travaux prévus à l'article 3, cette occupation est autorisée par arrêté du commissaire de la République au Togo indiquant les travaux, à raison desquels l'occupation est ordonnée, les surfaces sur lesquelles elle doit porter, la nature et la durée probable de l'occupation.

Ne peuvent être occupés temporairement, les cours et jardins tenant aux habitations et entourés de clôture.

ART. 31. — Notification d'une ampliation du dit arrêté est faite au propriétaire intéressé par l'autorité administrative.

ART. 32. — A défaut d'arrangement entre l'entrepreneur et le propriétaire intéressé, l'administration fait connaître à ce dernier le jour où l'entrepreneur compte se rendre sur les lieux ou s'y faire représenter et l'invite en même temps à désigner un expert pour procéder, contradictoirement avec celui qui aura été choisi par l'entrepreneur, à la constatation de l'état des lieux.

ART. 33. — Au jour fixé, les deux experts dressent un procès-verbal de l'opération qui doit fournir les éléments nécessaires pour évaluer le dommage.

Si le propriétaire ne s'est pas fait représenter, l'expert de l'entrepreneur procède seul à la constatation de l'état des lieux.

Dans ce dernier cas, ou si les parties sont d'accord, les travaux peuvent être commencés aussitôt.

En cas de désaccord sur l'état des lieux, la partie la plus diligente saisit le tribunal.

ART. 34. — Immédiatement après la fin de l'occupation temporaire des terrains et à la fin de chaque campagne, si les travaux doivent durer plusieurs années, la partie la plus diligente, à défaut d'accord amiable sur l'indemnité, saisit le tribunal pour le règlement de ladite indemnité.

L'indemnité est déterminée en tenant compte :

- 1^o — Du dommage fait à la surface;
- 2^o — De la valeur des matériaux extraits;
- 3^o — De la plus-value qui résulte pour les terrains de l'exécution des travaux.

Les constructions, plantations et améliorations ne donnent lieu à aucune indemnité lorsque, en raison de l'époque où elles ont été faites ou de toute autre circonstance, il est établi qu'elles ont été faites dans le but d'obtenir une indemnité plus élevée.

ART. 35. — L'occupation des terrains nécessaires à l'exécution des travaux publics en vertu des articles 29 et suivants ne peut être ordonnée que pour un délai supérieur à cinq années.

Si l'occupation se prolonge au delà de ce délai et à défaut d'accord amiable, l'administration fait procéder à l'expropriation dans les formes prévues sur titres II et III du présent décret.

ART. 36. — L'action en indemnité des propriétaires ou autres ayants droit, pour toute occupation temporaire de terrains, autorisée dans les formes prescrites par le présent décret est prescrite par un délai de deux ans à compter du moment où cesse l'occupation.

TITRE VII

L'indemnité de plus-value

ART. 37. — Lorsque, par suite de l'exécution des travaux prévus à l'article 3, des propriétés privées autres que celles qui ont été frappées d'expropriation en vertu du présent décret, ont acquis une augmentation de valeur dépassant 20 p. 100, les propriétaires peuvent être contraints de payer une indemnité égale au maximum, à la moitié des avantages acquis par ces propriétés.

ART. 38. — Dans ce cas, un arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, haut commissaire de la République au Togo, pris en conseil de gouvernement, désigne, d'une manière précise, la zone dans laquelle il y a lieu de faire application des dispositions de l'article 37 ci-dessus et les immeubles assujettis.

ART. 39. — A défaut d'entente amiable entre l'administration et le propriétaire, celui-ci est cité à la requête de l'administration devant le tribunal de première instance qui, après instruction et mise en état de l'affaire suivant les règles du droit commun et les dérogations qui y sont apportées par le présent décret, détermine la valeur de chaque propriété avant et après l'exécution des travaux et, s'il y a lieu, fixe pour chacune d'elles, en considération de la plus-value qu'elle a acquise et déduction faite des sommes que le propriétaire aurait versées à un titre quelconque pour l'exécution desdits travaux, le chiffre des indemnités qui lui est applicable.

ART. 40. — Les indemnités de plus-value sont recouvrées suivant les règles qui régissent la matière des contributions directes.

Les débiteurs peuvent délaisser, soit une partie de leur propriété, si elle est divisible, soit la propriété entière et ce, sur l'estimation réglée, conformément au titre III ci-dessus, d'après la valeur qu'avait l'objet avant l'exécution des travaux d'où la plus-value a résulté.

En cas de refus de payer l'indemnité ou de délaisser l'immeuble, l'administration peut en poursuivre l'expropriation dans les formes prévues aux titres II et III du présent décret.

ART. 41. — L'action en indemnité de la part de l'administration est prescrite dans les deux ans qui suivent l'achèvement des travaux dont la plus-value est résultée.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 42. — Les mesures d'exécution du présent décret seront réglées en ce qu'il est nécessaire par arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, haut commissaire de la République au Togo.

ART. 43. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures au présent décret, notamment le décret du 14 février 1937 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire du Togo.

ART. 44. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,

P. GIACOBBI.

Le Garde des sceaux, ministre de la justice,
Pierre-Henri TEITGEN.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

P. T. T.

ARRETE N° 2629 D.T. du 27 août 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant organisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 31 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, promulgué en Afrique occidentale française par arrêté du 15 janvier 1913 et les modificatifs subséquents;

Vu le décret du 23 octobre 1941, portant organisation du Service des Transmissions de l'Afrique occidentale française, promulgué par arrêté n° 4190 A. P. du 3 décembre 1941;

Vu l'arrêté n° 1704 D. T. du 4 juin 1945, fixant le barème des surtaxes-avion à percevoir en Afrique occidentale française;

Sous réserve de ratification ultérieure en Commission permanente du Conseil de Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les rémunérations allouées aux Transports aériens militaires pour transport du courrier au départ d'Afrique occidentale française sont fixées ainsi qu'il suit :

1 ^o Services intérieurs, tous parcours	
Pays étrangers du Golfe de Guinée (Gambie britannique, Guinée portugaise, Sierra-Léone, Libéria, Gold-Coast, Nigéria) . . .	L. C. 400 f. A. O. 100 f.
2 ^o Cameroun, Afrique équatoriale française, . . .	L. C. 800 f. A. O. 200 f.
3 ^o France, Afrique du Nord, Somalie française, Madagascar, Réunion, Maurice	L. C. 1.120 f. A. O. 280 f.
4 ^o Tous pays étrangers d'Afrique, desservis par les Transports aériens militaires, en dehors de ceux du Golfe de Guinée, de l'Egypte, de la Libye et de l'île Maurice . . .	L. C. 1.120 f. A. O. 280 f.
5 ^o Libye, Egypte, Levant, Turquie	L. C. 1.800 f. A. O. 450 f.
6 ^o Irak, Iran	L. C. 2.000 f. A. O. 500 f.

Les rémunérations indiquées sous 1^o, 2^o, 5^o et 6^o, calculées sur le poids brut, sont diminuées de 5% pour tenir compte des emballages.

ART. 2. — La rémunération pour transport du courrier officiel est fixée au même taux que celle des A.O., c'est-à-dire au quart ($\frac{1}{4}$) de la rémunération des L. C.

ART. 3. — Les surtaxes-avion à percevoir en Afrique occidentale française et au Togo, applicables aux correspondances transportées par voie aérienne, sont fixées ainsi qu'il suit :

	Lettres cartes par 5 gr.	Autres objets par 20 gr.	Tous objets par 5 gr.
I. — SERVICE A L'INTÉRIEUR DE L'A. O. F.			
Echanges à l'intérieur de l'A. O. F. (y compris le Togo.)	2	2	»
II. — SERVICE INTERNATIONAL.			
EUROPE :			
France (y compris la Corse)	»	»	6 »
Tous autres pays d'Europe	»	»	8 »
AFRIQUE :			
Côte de l'or (Gold-Coast), Gambie britan- nique, Guinée portugaise, Libéria, Nigéria, Sierra-Léone	2	2	»
Cameroun, A. E. F.	4	4	»
Algérie, Maroc, Tunisie, Côte française des Somalis, Madagascar, Réunion	6	6	»
Congo-belge, Maroc espagnol, Guinée espagnole, Ile Maurice	»	»	6 »
Tous autres pays d'Afrique	»	»	9 »
AMERIQUE :			
Saint-Pierre et Miquelon, Martinique, Guadeloupe, Guyane française.	»	»	6 »
Alaska, Canada, Etats-Unis, Terre Neuve Antigua, Bahama (ou Lucayes), Barbade, Bermudes (Iles), Costa-Rica, Cuba, Cu- raçao, Dominicaine (République) Guatemala, Haïti, Honduras (Répu- blique), Iles du Vent, Iles sous Vent, Jamaïque, Nicaragua, Panama, Porto- Rico, Salvador (République), Trinité, Vierges, (Iles)	»	»	14 »
Aruba, Bonaire	»	»	15 »
Honduras britannique, Equateur, Guyane (britannique, hollandaise), Mexique, Perou	»	»	15.50
Colombie	»	»	19 »
Vénézuëla	»	»	18 »
Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Fal- kland, Paraguay, Uruguay,	»	»	16.50
ASIE			
Syrie, Liban.	9	9	»
Iran, Irak, Palestine, Alaouites, Turquie d'Asie	»	»	10 »
Tous autres pays d'Asie	»	»	14 »
OCEANIE			
Nouvelle-Calédonie, Etablissements fran- çais d'Océanie	»	»	6 »
Hawaï (Iles).	»	»	16 »
Tous autres pays d'Océanie	»	»	24 »

ART. 4. — Le présent arrêté, qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 1945, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 27 août 1945.
P. COURNARIE.

Réglementation des prix

ARRETE N° 546 Cab. du 28 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général n° 3.215 r. du 8 septembre 1943, portant réglementation des prix, rendu applicable au Togo par arrêté local n° 525 AE. du 2 octobre 1943, ensemble les actes modificatifs subséquents;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Les dispositions de l'arrêté général N° 2.791 SE. du 11 septembre 1945, modifiant l'arrêté général N° 3.215 r. du 8 septembre 1943 susvisé, sont rendues applicables au Togo par voie d'affichage et pour compter du 1^{er} octobre 1945.

Lomé, le 28 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

ARRETE N° 2791 SE. du 11 septembre 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F. et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'acte dit « loi du 14 mars 1942 » complétant, modifiant et codifiant le régime des prix et stocks dans les territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux colonies et textes modificatifs;

Vu l'arrêté n° 3215/r. du 8 septembre 1943 portant réglementation des prix et actes modificatifs;

Vu l'ordonnance du 27 mai 1944 attribuant force de décrets à la réglementation sur le régime des prix,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les tableaux II (Importations) et III (Produits coloniaux) annexés à l'arrêté N° 3215 F. du 8 septembre 1943 sur la réglementation des prix sont annulés et remplacés par les tableaux II et III ci-joints.

Ces dispositions seront applicables à compter du 1^{er} octobre 1945.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 11 septembre 1945.
P. COURNARIE.

TABEAU II (Importations)**Taux limite de marque brute**

NOMENCLATURE	TAUX LIMITE DE MARQUE BRUTE	MINIMUM DE LA REMISE AU DÉTAILLANT
I. — Alimentation — produits du sol		
Farine de froment	16.66	8
Biscuits de mer dits de traite	20	8
Pâtes alimentaires	20	10
Riz et céréales de remplacement	16.66	8
Sucres	11.86	5,6
Lait concentré sucré et non sucré	16.66	6
Lait en poudre	16.66	6
Beurre	23.07	12
Fromage	25.92	15
Huiles, margarines, corps gras	20	10
Légumes secs dénommés : haricots, pois cassés, pois chiches, lentilles	20	10
Légumes secs non dénommés	23.07	12
Pommes de terre	23.07	12
Oignons, aulx	23.07	12
Légumes frais (1/2 gros à compter d'une caisse poids d'origine marchandise saine)	23.07	10
Fruits secs	23.07	12
Fruits frais (1/2 gros à compter d'une caisse poids d'origine marchandise saine)	23.07	10
Conserves de légumes	23.07	12
Conserves de viandes	23.07	12
Conserves de poissons	23.07	12
Poisson fumé, salé, séché	16.66	8
Œufs d'importation	23.07	12
Saucisson, poitrine salée, salaisons, charcuterie fabriquée	28.57	15
Jambon en boîtes, salé, fumé (à détailler)	37.50	25
Sel fin d'importation	28.57	15
Confitures, épices, miel à détailler, thé, café, cacao, chocolats, articles de consommation non dénommés	28.57	15
Graines potagères	28.57	15
II. — Liquides		
Vinaigres, eaux minérales	23.07	10
Bières, limonades, eaux gazeuses	28.57	15
Vins de liqueurs, apéritifs en fûts ou en bouteilles	33.33	15
Vins fins, champagnes, mousseux	37.50	15
Rhum, eaux-de-vie	33.33	12
Cognac, armagnac, liqueurs	37.50	15
Autres	33.33	12
Vins ordinaires en fûts, le litre nu	20 (1)	8
Vins ordinaires en fûts, emballage perdu	20 (1)	8
Vins fins et sélectionnés en fûts, en provenance de l'Algérie, le litre nu	25.92 (1)	10
Vins fins et sélectionnés en fûts, en provenance de l'Algérie, emballage perdu	25.92 (1)	10

(1) Plus 0,75 par litre de 100 centilitres pour lavage, soutirage et bouchage.

NOMENCLATURE	TAUX LIMITE DE MARQUE BRUTE	MINIMUM DE LA REMISE AU DÉTAILLANT
<p>III. — <i>Tissus (2) Catégorie A.</i> (articles courants)</p> <p>Calicots blancs</p> <p>Canevas</p> <p>Cretonnes écruës ou blanches</p> <p>Guinées toutes Sortes</p> <p>Longottes écruës ou blanches</p> <p>Mouchoirs imitation madras</p> <p>Roumes</p> <p>Percales courantes</p> <p>Shirtings</p> <p>Singalettes</p> <p>Sucretons</p> <p>Tarlatane</p> <p>Tulles pour moustiquaires et substituts</p> <p>Thiawaly</p> <p><i>et autres articles courants non dénommés classés en A par la commission de classement.</i></p> <p><i>Catégorie B.</i> (articles courants petit teint)</p> <p>Bazins ordinaires</p> <p>Batiste en blanc et couleurs</p> <p>Drills blancs et couleurs</p> <p>Calicots teints ou imprimés</p> <p>Cretonnes teintes ou imprimées</p> <p>Coutils classiques ordinaires</p> <p>Flanelettes teintes ou imprimées</p> <p>Longottes teintes ou imprimées</p> <p>Mouchoirs de tête ordinaires</p> <p>Mousselines classiques teintes ou imprimées</p> <p>Percalettes teintes ou imprimées</p> <p>Satinettes classiques ordinaires</p> <p>Tissus pagnes classiques ordinaires</p> <p>Toile avion écruë, décrue</p> <p>Veloutines</p> <p>Vichy ordinaire</p> <p>Voiles classiques ordinaires</p> <p>Zéphirs ordinaires</p> <p><i>et autres articles courants non dénommés classés en B par la commission de classement.</i></p> <p><i>Catégorie C.</i> (articles courants bon teint grand teint)</p> <p>Bazins supérieurs</p> <p>Batistes teintes ou imprimées</p> <p>Calicots teints ou imprimés</p> <p>Cretonnes teintes ou imprimées</p> <p>Longottes teintes ou imprimées</p> <p>Mouchoirs de tête imprimés au rouleau et mouchoirs déteignants</p> <p>Mousselines fantaisie</p> <p>Nansook</p> <p>Organdis</p> <p>Popelines</p> <p>Satinettes fantaisie</p> <p>Toiles imprimées pour chemises ou autres</p> <p>Toiles lingerie</p>	<p>28.57</p> <p>33.33</p> <p>37.50</p>	<p>14</p> <p>15</p> <p>16</p>

NOMENCLATURE	TAUX LIMITE DE MARQUE BRUTE	MINIMUM DE LA REMISE AU DÉTAILLANT
<p><i>Catégorie C.</i> (articles courants bon teint grand teint) suite Tissus pagnes imprimés ou tissés ordinaires non compris broches, façonnés, wax Toiles de lin ordinaires Velours Vichy Voiles fantaisie Zéphirs et autres articles courants non dénommés classés en C par la Commission de classement.</p>	37.50	16
<p><i>Catégorie D.</i> Tous tissus ou articles vraiment de fantaisie ou de bonne qualité, en coton, soie, rayonne, fibrane ou autres textiles non repris en A.B.C. Tissus à traitement infroissable et tissus de marques offrant toutes garanties de qualité. Tissus classés en D. par la Commission de classement</p>	Prix libre	
<p>IV. — <i>Linge de maison, lingerie, chemiserie, bonneterie (2)</i> Articles de layette Bas et demi-bas Chaussettes Chemises de nuit Chemises Combinaisons Culottes Cravates Chandails Couvertures Couvre-lits Draps de lit Gilets de toutes sortes Mouchoirs Nappes Peignoirs de bain Pyjamas Pulls Serviettes de table ou toilette Sous-vêtements de toutes sortes Tabliers de cuisine Torchons articles courants ou petit teint et articles non dénom- més classés par la Commission de classement. Articles de qualité bon teint grand teint ou de marque classée et articles non dénommés classés par la commission de classement Les mêmes articles fantaisie luxe</p>	<p>33.33</p> <p>37.50</p> <p>Prix libre</p>	<p>15</p> <p>16</p>
<p>V. — <i>Confection, habillement (2)</i> Confections autres que de travail pour dames, jeunes filles et fillettes Confections autres que de travail pour hommes, jeunes gens et gar- çons Vêtements de travail (blouses, combinaisons, salopettes) etc. Vêtements imperméables Friperie</p>	<p>37.50</p> <p>37.50</p> <p>29.57</p> <p>33.33</p> <p>Prix libre</p>	<p>16</p> <p>16</p> <p>14</p> <p>15</p>

NOMENCLATURE	TAUX LIMITE DE MARQUE BRUTE	MINIMUM DE LA REMISE AU DÉTAILLANT
VI. — <i>Mercerie</i> (2)		
1 ^o / articles courants :		
Bretelles	37.50	15
Petites broderies mécaniques d'ornement	37.50	15
Broderies autres	37.50	15
Ceintures	33.33	14
Dentelles	Prix libre	
Fils de toutes compositions sauf soie, à tisser, à coudre, à tricoter, à broder, à repriser, à bâtir	28.57	12
Fils de soie tous usages	33.33	15
Jarretelles et jarretières	37.50	15
Supports chaussettes	37.50	15
Ganses, coulisses, tresses, soutaches gros grain, mèches serpentines, lacets, galons, rubans, passepoils et plus généralement toute la petite mercerie	37.50	15
Autres articles non dénommés	33.33	14
2 ^o / Pour les mêmes articles luxe ou de marque classée	Prix libre	
VII. — <i>Cannes, parapluies, parasols, ombrelles, ganterie, chapellerie</i> (2)		
1 ^o / Articles courants :		
Bonnets et bérets tricotés, foulés, tissés, souples, mi-souples ou rigides	33.33	14
Cannes	29.57	12
Casques	29.57	12
Casquettes	33.33	14
Chapeaux femmes, hommes, enfants	33.33	14
Ganterie	33.33	14
Ombrelles	33.33	14
Parapluies et parasols	33.33	14
Turbans de femmes	33.33	14
Autres articles non dénommés	33.33	14
2 ^o / Pour les mêmes articles luxe ou de marque classée	Prix libre	
VIII. — <i>Chaussures</i>		
1 ^o / Articles courants :		
Babouches marocaines ordinaires et simi	29.57	14
Babouches marocaines brodées	Prix libre	
Bottes cuir	37.50	15
Bottes caoutchouc et caoutchoucs pour pluie	29.57	14
Chaussures cuir à semelles cuir	33.33	15
Chaussures cuir à semelles caoutchouc	33.33	15
Chaussures toile et cuir, semelles cuir	33.33	15
Chaussures toile et cuir, semelles caoutchouc	33.33	15
Chaussures toile à semelles caoutchouc	28.57	14
Escarpins cuir verni	Prix libre	
Espadrilles	28.57	14
Mules	33.33	15
Pantoufles	28.57	14
Sandalettes et sandalettes	28.57	14
Autres articles non dénommés	29.57	14
2 ^o / Pour les mêmes articles luxe ou de marque classée	Prix libre	

NOMENCLATURE	TAUX LIMITE DE MARQUE BRUTE	MINIMUM DE LA REMISE AU DÉTAILLANT
IX. — <i>Tissus d'ameublement et divers (2)</i>		
Devant de toilette, de lavabo, de baignoire :		
en linoléum ou similaires	37.50	15
autres	33.33	15
Chemins, passages, carpettes, descentes de lit et tapis :		
en haute laine	Prix libre	
en lino et similaires	37.50	15
autres	33.33	15
Moustiquaires toutes sortes	28.57	14
Nattes	28.57	14
Rideaux, stores, tentures	37.50	15
Toiles cirées et taupelines	37.50	15
Tissus spéciaux pour tailleurs, bourreliers, etc.	37.50	15
Autres articles non dénommés	33.33	15
X. — <i>Ameublement</i>		
Lits et meubles (fer ou bois)	33.33	15
Literie	33.33	15
Glacières	29.57	12
Crin végétal, kapok	28.57	12
Autres articles non dénommés	28.57	12
XI. — <i>Optique, T.S.F., machines à écrire, à coudre, etc.</i>		
Appareils d'optique, lunetterie, etc.	33.33	15
Appareils de T. S. F.	37.50	18
Réfrigérateurs	37.50	18
Pièces de rechange pour les dits appareils	41.17	20
Machines à coudre	33.33	15
Accessoires, pièces de rechange	41.17	20
Machines à écrire, à calculer	33.33	15
Pièces de rechange	41.17	20
Autres articles non dénommés	28.57	15
XII. — <i>Photographie</i>		
Appareils	Prix libre	
Produits photographiques	idem	
XIII. — <i>Armes et munitions</i>		
		idem
XIV. — <i>Articles de sport</i>		
Articles de sport	33.33	15
Bicyclettes, voitures d'enfants, voitures livraison	29.57	10
Véломoteurs	33.33	15
Accessoires	37.50	18
Pièces de rechange	37.50	18
(2) La classification dans les catégories A.B.C. pourra être demandée. Elle sera alors effectuée par les soins d'experts assermentés nommés par décision du Gouverneur Général sur la proposition des Gouverneurs des Colonies ou Chefs de Territoires. En cas de litige, les dits experts formuleront un avis sur les points demandés.		

NOMENCLATURE	TAUX LIMITE DE MARQUE BRUTE	MINIMUM DE LA REMISE AU DÉTAILLANT
XV. — <i>Jouets</i>	33.33	15
XVI. — <i>Cordagerie, corderie, sacherie, toilerie</i>		
Toiles à voile	28.57	10
Toiles à store et de tente	28.57	10
Toiles à bâches et bâches confectionnées	28.57	10
Toiles à sac jute ou similaire	28.57	10
Cordage, fil voile, ficelles	28.57	10
Tuyaux de toile	28.57	10
Sacs confectionnés en toile jute ou similaire	28.57	10
Sacs confectionnés en toile jute ou similaire fournis par les alliés	20	10
Articles non dénommés	23.07	10
XVII. — <i>Articles de pêche</i>		
Hameçons et petits articles	41.17	13
Lignes de pêche et fil à filets	28.57	10
Filets confectionnés	28.57	10
Autres articles de pêche	33.33	15
XVIII. — <i>Parfumerie</i>		
Parfums de traite (essences, lotions)	Prix libre	
Pommades et poudres	idem	
Brosses, savons de toilette ordinaires, dentifrices, blaireaux, rasoirs	33.33	15
Eaux de cologne et lotions jusqu'à 70°	Prix libre	
Eaux de cologne au-dessus de 70°	idem	
Produits de beauté, parfums de luxe	idem	
Articles non dénommés	33.33	15
XIX. — <i>Maroquinerie, horlogerie, bijouterie, articles de Paris</i>		
Maroquinerie, blagues à tabac, porte-billets, porte-feuilles, porte-monnaies, articles courants	Prix libre	
Maroquinerie, sacs de dames, articles de choix	idem	
Articles de voyage en cuir (valises, malles, trousse)	37.50	16
Articles de voyage ordinaires fibres ou autres mallettes, valises porte-habits, trousse	33.33	15
Horlogerie, bijouterie, orfèvrerie	41.17	18
Articles de Paris	41.17	18
Bimbeloterie	23.07	10
Articles non dénommés	33.33	15
XX. — <i>Papeterie</i>		
Cartons et papiers, papier de journal, papiers et cartons en rames d'imprimerie ou bobines, papier d'emballage sulfurisé vendu en rouleau	23.07	12
Fournitures de bureau : papier en ramettes de 500 feuilles et au-dessus, carbone en boîtes, classeurs en papiers et cartons, chemises, copie de lettres, carnets, crayons, encre, enveloppes, imprimés, buvards, brochures, plumes	28.57	12
Articles de bureaux : corbeilles à papiers, classeurs bois, encriers en verre, panier à papiers, porte-plumes, stylos, stylo-mines, sous-main, tampon buvard	33.33	15
Articles de dessins : tès, planches, équerres, double-décimètre, tire-ligne, papier à dessin, calque, millimètre, boîtes de compas, couleurs à l'huile, aquarelle	33.33	15
Articles de luxe : stylos, stylo-mines, boîtes couleurs luxe, plumes en or, etc	Prix libre	
Autres articles courants non dénommés	33.33	15

NOMENCLATURE	TAUX LIMITE DE MARQUE BRUTE	MINIMUM DE LA REMISE AU DÉTAILLANT
XXI. — Cristallerie, porcelaine de luxe, miroiterie		
Petite miroiterie ordinaire (glacés, miroirs)	37.50	16
Miroiterie de luxe	Prix libre	
Articles courants non dénommés	33.33	15
Articles de luxe non dénommés	Prix libre	
XXII. — Poids et mesures		
Balances	28.57	12
Bascules	28.57	12
Poids, mesures de capacité, mesures linéaires	33.33	15
XXIII. — Véhicules automobiles, motocyclettes		
Motocyclettes	33.33	15
Voitures tourisme et véhicules légers jusqu'à 800 kgs. de charge utile	15.25	4
Tous véhicules utilitaires au-dessus de 800 kgs.	15.25	4
Pièces accessoires auto, moto, camion, sauf organes complets	37.50	16
Pièces détachées auto, camion, organes complets tels que bloc-moteurs, direction complète, boîte à vitesse, pont arrière, etc.	33.33	15
Pièces détachées pour gros matériel de traction utilisé pour routes, travaux publics, etc.	33.33	15
Batteries	37.50	15
XXIV. — Articles en caoutchouc et pour automobiles, motos, vélos		
Pneus et chambres à air auto, moto	25.92	10
Pneus et chambres à air vélos	25.92	10
Accessoires de réparation, pièces de rechange	37.50	12
Articles non dénommés	37.50	12
XXV. — Sellerie, harnais		
Articles ordinaires	33.33	12
Articles de luxe	Prix libre	
XXVI. — Verrerie, verroterie		
Verre en feuilles d'origine	33.33	10
Verre à couper et à mesurer	41.17	12
Verrerie ordinaire, verres à boire, verres de lampe	29.57	10
Verrerie de luxe	Prix libre	
Bouteilles Thermos	29.57	10
Rechanges pour bouteilles Thermos	41.17	20
XXVII. — Quincaillerie et articles annexes		
Instruments, outils de précision	37.50	10
Taillanderie ordinaire, outillage, petit outillage et outils ordinaires pour le jardinage, l'abatage, la menuiserie, le charonnage, la serrurerie, les métiers manuels, appareils de levage à main, etc.	33.33	10
Autres articles pour le bâtiment, le terrassement, l'ameublement, l'installation des magasins et ateliers	33.33	10
Robinetterie, accessoires de tuyauterie, plomberie (exception faite des tuyaux de plomb)	33.33	10
Serrures et cadenas de sûreté	33.33	10

NOMENCLATURE	TAUX LIMITE DE MARQUE BRUTE	MINIMUM DE LA REMISE AU DÉTAILLANT
Serrures et cadenas qualité ordinaire (articles de traite)	28.57	10
Articles de chauffage et de cuisine domestiques, articles d'hygiène en métal, mobilier métallique, ustensils de ménage et coutellerie de qualité	33.33	10
Ustensils de ménage en fonte, fer étamé, fer émaillé, aluminium, coutellerie et couverts de qualité ordinaire	28.57	10
Bouilloires galvanisées, cuvettes galvanisées, seaux, bassins galvanisés	28.57	10
Bouilloires émaillées, cuvettes émaillées, seaux, bassins émaillés	33.33	10
Fourneaux malgaches, pots en fonte, coquelles	33.33	10
Articles de terre cuite, faïence	33.33	10
Articles en porcelaine	Prix libre	
Lampes tempête	28.57	10
Lampes à gaz de pétrole ou d'essence	37.50	10
Accessoires et pièces de rechange, verres	41.17	10
Boulonnerie, visserie, pitonnerie, pointes, chaines, fils de fer, charnières, paumelles, manchisterie, câbles, ronces, feuillard	37.50	10
Autres articles	33.33	10
Roulements, paliers, arbres, axes	33.33	10
Articles en planche (métaux ferreux et non ferreux, calorifuge et isolants)	28.57	10
Articles en barres (tous métaux ferreux et non ferreux, alliages, aciers spéciaux, laitons)	28.57	10
Tuyaux de plomb, tuyaux fonte, tuyaux fer, tubes sans soudure et tubes soudés par rapprochement	23.07	10
Toiles métalliques, grillages	33.33	10
Appareils sanitaires	37.50	10
Articles non dénommés	23.07	10
Articles de Marine	33.33	10
XXVIII. — <i>Electricité</i>		
Accumulateurs	37.50	15
Fils électriques	37.50	15
Petit appareillage et accessoires, appareils ménagers (bouilloires, réchauds, ventilateurs, fers) etc	33.33	12
Cuisinières électriques, chauffe-eau, chauffe-bain	37.50	15
Lampes-torches, lampes de poche	33.33	12
Rechanges pour ces lampes	37.50	15
Lampes de chevet, lustres, plafonniers	41.17	20
Ampoules et lampes électriques	37.50	15
Autres articles	33.33	15
XXIX. — <i>Droguerie</i>		
Etoupe, feutre à doublage	33.33	10
Droguerie, produits chimiques et articles s'y rapportant: alcool à brûler, acides, coaltar, goudron, carboniléum, gresyl, huile de lin, térébenthine, carbure, lessive en fûts, peinture et vernis, soude caustiques, potasses, ocre, indigo en boules, produits d'entretien	37.50	15
Amidon, bleu, bougies, indigo	28.57	10
Boîte cigare, ciré encaustique, produits d'entretien en général	33.33	12
Allumettes	33.33	12
Brosserie, pinceaux	33.33	12
Bouchons	29.57	10
Autres articles	28.57	10

NOMENCLATURE	TAUX LIMITE DE MARQUE BRUTE	MINIMUM DE LA REMISE AU DÉTAILLANT
XXX. — Matériaux		
Ciment, chaux hydraulique	20	7
Chaux grasse, chaux vive, plâtre	23.07	10
Bois	23.07	10
Fers ronds et profilés	23.07	10
Tôles diverses	23.07	10
Métaux non ferreux	23.07	10
Briques, carreaux et tulles	23.07	10
Autres matériaux	23.07	10
XXXI. — Combustibles		
Charbons	23.07	10
Coke	28.57	10
XXXII. — Engrais chimiques		
	16.66	7
XXXIII. — Tabacs et divers		
Tabac en feuilles d'importation	16.66	9
Tabac en paquets d'importation	23.07	10
Cigarettes	23.07	12
Cigares	33.33	18
Papier à cigarettes	23.07	10
XXXIV. — Cuirs et peaux		
Cuirs et peaux ordinaires, bœufs, moutons, chèvres	28.57	10
Cuirs, peaux reptiles, etc. pour maroquinerie	33.33	12
Courroies de cuir, usage industriel	33.33	12
TABLEAU III		
I. — Produits coloniaux		
Indigo en feuilles	28.57	12
Tabac en feuilles	28.57	12
Tabac coupé	23.07	10
Café vert, poivre	23.07	10
Piment	23.07	10
Colas	33.33	10
Vannerie, nattes, bérêts	28.57	10
Cacao en fèves ou fondu	23.07	10
Tapioca	23.07	10
Miel	28.57	12
Cire	23.07	10
Fruits frais (oranges, ananas, bananes)	33.33	15
Bandes Soudan	28.57	12
Couvertures Soudan, kassas ordinaires	28.57	12
Couvertures Soudan, kassas travaillées	33.33	15
Bois en grume	23.07	10
Bois scié	25.92	12
Sel	25.92	12
Autres articles	23.07	10

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Budget local****Virements de crédits**

ARRETE N° 529 F. du 18 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR, — CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,
Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions
et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des
dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20
juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier
des colonies;

Vu l'arrêté général du 31 décembre 1942 portant appro-
bation du budget local du Togo — exercice 1944;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont autorisés à l'intérieur
des chapitres ci-dessous désignés du budget local —
exercice 1944, les virements ci-après :

CHAPITRE II

Haut-Commissariat et Commissariat de la République
(Personnel)

ARTICLE 1	— Haut-Commissaire
2	— Commissaire République
3	— Cabinet
6	— Dépenses exercices clos

TOTAL du Chapitre II

CHAPITRE III

Haut-Commissariat et Commissariat de la République
(Matériel)

ARTICLE 1	— Haut-Commissariat de la République
2	— Commissariat de la République (Service Général)
3	— Commissariat de la République (Service Intérieur)
4	— Inspection mobile
5	— Dépenses des exercices clos

TOTAL du Chapitre III.

CHAPITRE IV

Administration Générale (Personnel)

ARTICLE 3	— Bureaux du Gouvernement
5	— Circonscriptions administratives
6	— Indemnité responsabilité
12	— Forces de Police
13	— Dépenses exercices clos

TOTAL du Chapitre IV.

CHAPITRE V

Administration Générale (Matériel)

ARTICLE 4	— Circonscriptions administratives
6	— Justice indigène
7	— Etablissements pénitentiaires

TOTAL du Chapitre V

CHAPITRE VI

Services Financiers

ARTICLE 1	— Trésor
4	— Enregistrement et Domaines
8	— Dépenses des exercices clos

TOTAL du Chapitre VI.

CHAPITRE VII

Services Financiers

ARTICLE 1	— Trésor
2	— Douanes
8	— Dégrèvements
9	— Moyens de transport
10	— Dépenses des exercices clos

TOTAL du Chapitre VII.

A RETRANCHER	A AJOUTER
	11.118.00
17.185.40	3.313.00
	2.754.40
17.185.40	17.185.40
2.000.00	
35.542.44	
	49.512.44
10.000.00	
1.970.00	
49.512.44	49.512.44
	57.183.00
	205.886.81
666.257.71	225.915.60
	177.272.30
666.257.71	666.257.71
120.225.49	
	2.227.02
	117.998.47
120.225.49	120.225.49
143.250.30	
	58.634.00
	84.616.30
143.250.30	143.250.30
105.200.89	71.820.34
81.795.75	
	79.381.60
	35.794.70
186.996.64	186.996.64

CHAPITRE VIII

Exploitations Industrielles

ARTICLE 1 — Transports routiers	
2 — Dépenses des exercices clos.	
TOTAL du Chapitre VIII	

CHAPITRE IX

Exploitations Industrielles (Main-d'œuvre)

ARTICLE 2 — Service Radioélectrique	
3 — Travaux Publics	
4 — Transports automobiles	
6 — Service Elevage.	
9 — Dépenses des exercices clos.	
TOTAL du Chapitre IX	

CHAPITRE X

Exploitations Industrielles (Matériel)

ARTICLE 1 — P. T. T.	
9 — Dépenses des exercices clos.	
TOTAL du Chapitre X	

CHAPITRE XI

Travaux Publics

ARTICLE 1 — Travaux d'entretien	
2 — Grosses réparations	
4 — Travaux imprévus	
TOTAL du Chapitre XI.	

CHAPITRE XII

Services d'Intérêt Social et Economique (Personnel)

ARTICLE 1 — Services sanitaires et médicaux	
2 — Hôpital de Lomé	
3 — Assistance Médicale Indigène	
4 — Hygiène Publique	
5 — Services Sanitaires et Maritimes	
6 — Instruction Publique	
7 — Education Générale et Sports	
8 — Enseignement Libre	
9 — Documentation Générale.	
10 — Enseignement technique et professionnel	
11 — Assistance Sociale	
12 — Service Météorologique	
13 — Dépenses des exercices clos.	
TOTAL du Chapitre XII	

CHAPITRE XIII

Services d'Intérêt Social et Economique (Matériel)

ARTICLE 3 — Hôpital de Lomé	
5 — Assistance Médicale Indigène	
8 — Instruction Publique	
9 — Education Physique et Sports	
10 — Assistance Sociale	
16 — Dépenses des exercices clos.	
TOTAL du Chapitre XIII	

A RETRANCHER	A AJOUTER
107.845.90	
	107.845.90
107.845.90	107.845.90
24.518.60	
	16.619.00
	103.60
	3.553.00
	4.243.00
24.518.60	24.518.60
196.335.10	
	196.335.10
196.335.10	196.335.10
1.776.460.63	554.036.30
	1.222.424.33
1.776.460.63	1.776.460.63
27.249.00	
10.869.00	
	296.222.00
	5.565.00
1.274.00	
106.389.32	
33.406.00	
122.267.00	
	1.480.00
	11.487.00
	10.974.00
	79.982.62
11.256.30	
405.710.62	405.710.62
432.079.65	127.710.96
	194.674.04
	33.899.70
	41.423.75
	34.371.20
432.079.65	432.079.65

CHAPITRE XV
Dépenses diverses (Matériel)

ARTICLE 1 — Transport	
4 — Subventions	
7 — Contributions	

TOTAL du Chapitre XV.

CHAPITRE XVII
Dépenses imprévues

ARTICLE 1 — Pertes de fonds et de matériel	
2 — Autres dépenses imprévues	
3 — Dépenses des exercices clos	

TOTAL du Chapitre XVII

CHAPITRE XIX
Approvisionnements généraux

ARTICLE 1 — Magasin général	
2 — Pharmacie d'approvisionnement	

TOTAL du Chapitre XIX

CHAPITRE XXI
Lutte contre la Trypano

ARTICLE 3 — Travaux	
4 — Dépenses des exercices clos	

TOTAL du Chapitre XXI

CHAPITRE XXII
Dépenses extraordinaires

ARTICLE 1 — Travaux Publics	
3 — Versement au Gouvernement Provisoire de la République Française du montant de la contribution exceptionnelle et du prélèvement temporaire de guerre	
4 — Dépenses des exercices clos	

TOTAL du Chapitre XXII

A RETRANCHER	A AJOUTER
276.662.50	10.000.00 266.662.50
276.662.50	276.662.50
52.442.00 34.537.70	86.979.70
86.979.70	86.979.70
249.974.61	249.974.61
249.974.61	249.974.61
18.804.00	18.804.00
18.804.00	18.804.00
1.026.345.50	951.547.50 74.798.00
1.026.345.50	1.026.345.50

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 septembre 1945.

H. GAUDILLOT,

Compte définitif

N° 530 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. pris en conseil d'administration le :

18 septembre 1945. — Le compte définitif des recettes et des dépenses du budget local, pour l'exercice 1944 est arrêté comme suit :

Recouvrements effectués	101.411.815,70
Dépenses effectuées	84.846.353,30
Excédent des recouvrements sur les dépenses à verser à la caisse de réserve	16.565.462,40

Annulation de crédits

N° 531-F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. pris en conseil d'administration le :

18 septembre 1945. — Sont annulés au budget local — exercice 1944, les crédits suivants restés sans emploi.

CHAPITRE I ^{er}	2.718.090,90
— II	816,10
— III	596,20
— IV	2.804.834,50
— V	215.825,50
— VI	665.559,70
— VII	270.353,—
— VIII	930.482,40

à reporter

	<i>report</i>	
— IX		351.818,40
— X		2.697.575,30
— XI		3.422.899,10
— XII		18.382,20
— XIII		632.598,50
— XIV		210.140,—
— XV		1.157.347,70
— XVI		—
— XVII		101,30
— XIX		2.836.779,40
— XX		131.954,70
— XXI		894.390,80
— XXII		5.323.654,50
Total général		25.284.200,20

Enquête de « commodo et incommodo »

N° 534 DOM. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

21 septembre 1945. — Est annulé l'arrêté N° 358 DOM. du 30 juin 1945 ouvrant une enquête de « commodo et incommodo » en vue de l'incorporation d'une bande de terrain aux emprises de la gare de Messaplaka, ainsi que le texte en date du 25 août 1945 le modifiant.

ARRETE N° 535 DOM. du 21 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 597 du 22 décembre 1935 fixant les emprises de la voie du réseau ferré au Togo;

Vu l'arrêté n° 114 du 25 février 1938 portant organisation au Togo du service des travaux publics et des transports;

Vu la lettre n° 341 n.r. du directeur du réseau des chemins de fer du Togo en date du 12 juin 1945;

Après avis du receveur des domaines;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête de « commodo et incommodo » est ouverte à l'effet d'incorporer aux emprises de la gare de Messaplaka, une bande de terrain nécessaire à l'extension de ladite gare, mesurant 70 mètres de long sur 14 mètres de large et dont les limites sont figurées au plan annexé au présent arrêté.

Les bornes posées à la suite de l'incorporation de cette parcelle de terrain seront situées sur le plan de bornage et repérées par rapport aux bornes existantes.

ART. 2. — M. Fontaine, ingénieur d'agriculture est désigné comme commissaire enquêteur.

ART. 3. — Le plan et les renseignements nécessaire seront déposés au bureau du cercle d'Anécho pendant un mois à partir du 15 octobre 1945, pour être communiqués tous les jours non fériés aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

Avis de ce dépôt et du point de départ du délai d'un mois sera donné au préalable par voie d'affichage.

Pendant ce délai, un registre d'enquête sera déposé dans les bureaux du cercle d'Anécho et restera ouvert pour recevoir les réclamations et dires des intéressés.

ART. 4. — A l'expiration du délai d'un mois, le dossier comprenant toutes les pièces, sera soumis au Commissaire de la République qui statuera.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera et inséré au *Journal officiel* du Territoire.

Lomé, le 21 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Promotions

Par arrêté du Ministre des Colonies, en date du 14 juillet 1945 :

Sont promus, pour compter du 1^{er} juillet 1945, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté :

1^o — MÉDECINS AFRICAINS :

Au grade de médecin africain de 1^{re} classe :

M.M.

Lawson Amen, Service de la Trypanosomiase, médecin africain de 2^e classe.

3^o — SAGES-FEMMES AFRICAINES :

Au grade de sage-femme principale africaine de 4^e classe :

Mme. Tossou Héloïse, sage-femme africaine de 1^{re} classe, en service au Togo.

Au grade de sage-femme africaine de 1^{re} classe :

Mlles

Bocovi Agnès, en service au Togo, sage-femme africaine de 2^e classe.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT**Nominations - Affectations**

Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

5 septembre 1945. — M. Vaudiau, administrateur des colonies, est chargé provisoirement des fonctions de chef de la sûreté du Togo, cumulativement avec ses fonctions de chef du bureau politique, en remplacement de M. Heudé rapatriable.

Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

13 septembre 1945. — Sont admis en qualité de stagiaires dans le cadre commun secondaire des Travaux publics de l'A.O.F. et reçoivent les affectations ci-après, les élèves diplômés de l'Ecole Technique de Bamako dont les noms suivent :

NOMS et Prénoms	GRADE	AFFECTATION	DATE d'incorporation
ADAMA, Godfray	Assist. topog.	Togo	p. c. de sa prise de service

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL EUROPÉEN****Solde de présence**

Par arrêté N° 512 P. du :

16 septembre 1945. — L'instituteur de 3^e classe du cadre métropolitain Grouillet Georges, nouvellement affecté au Togo, percevra, en attendant la régularisation de sa situation administrative, et pour compter du 13 août 1945, date de son embarquement pour le territoire, la solde de présence allouée aux instituteurs de 3^e classe du cadre commun supérieur de l'enseignement primaire de l'A.O.F.

Nominations

Par décision N° 549 TP. du :

22 septembre 1945. — La décision N° 425/TP. du 27 juillet 1945 nommant M. Grunitzky chef de la section topographique p. i. est et demeure rapportée.

M. Lalondrelle Georges, géomètre en chef de 2^e cl. du cadre local des géomètres du Togo, est nommé chef de la Section Topographique.

Par décision N° 550 P. du :

22 septembre 1945. — M. Petit, instituteur de 4^e cl. du cadre métropolitain, directeur du cours normal des

moniteurs de l'enseignement primaire est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, directeur du secteur scolaire d'Atakpamé, en remplacement de M. Giraud, qui reste maintenu à Palimé, en qualité de directeur du secteur scolaire.

Affectation

Par décision N° 539 P. du :

16 septembre 1945. — M. Dabéziès Georges, ingénieur-adjoint de 3^e classe du cadre général des Travaux publics des colonies, de retour de France et arrivé au territoire le 10 septembre 1945, est mis à la disposition du chef du service des Travaux publics et des Mines.

Agents auxiliaires**Nomination**

Par décision N° 547 P. du :

22 septembre 1945. — Mme. Colette Petit est engagée en qualité d'institutrice auxiliaire 3^e échelon et affectée au Cours Normal des Moniteurs de l'Enseignement primaire d'Atakpamé.

PERSONNEL INDIGÈNE**Rappel à l'activité**

Par arrêté N° 513 P. du :

17 septembre 1945. — Sont et demeurent rapportées les dispositions de l'arrêté n° 224/P. du 3 mai 1945 portant suspension de fonctions de l'instituteur de 1^{re} classe du cadre local secondaire de l'enseignement du Togo, Bocco Eusèbe, précédemment en service à Palimé.

Nominations — Mutations

Par décision N° 536 P. du :

14 septembre 1945. — L'assistant de police adjoint de 3^e classe Dossouvi André, en service à Palimé (subdivision de Klouto), est nommé surveillant-chef de la prison de Palimé, en remplacement du commis d'administration adjoint de 1^{re} classe Couassi Joseph.

Par décision N° 543 P. du :

21 septembre 1945. — Sont affectés :

A l'école de filles de Palimé

Mlle d'Almeida Véronique, institutrice-adjointe de 5^e classe du cadre commun secondaire de l'A.O.F., en service à l'école de filles de Lomé;

A l'école de garçons de Lomé

Bocco Eusèbe, instituteur de 1^{re} classe, en service à l'école de garçons de Palimé;

A l'école de garçons d'Atakpamé

Sitti Jérémie, instituteur-adjoint de 5^e classe du cadre commun secondaire de l'A.O.F., en service à l'école de garçons de Mango;

A l'école de garçons de Sokodé

Aquitémé Téléqui, moniteur auxiliaire, en service à l'école de village de Djabatauré;

A l'école de village de Lama-Kara

Kwaku Simon, moniteur-adjoint stagiaire de l'enseignement, en service à l'école de garçons de Mango.

A l'école de garçons de Mango

Kouanvili Laurent, instituteur principal de classe exceptionnelle, en service à l'école de garçons d'Atakpamé.

Direction des écoles

Mlle d'Almeida Véronique, institutrice-adjointe de 5^e classe, est nommée directrice de l'école de filles de Palimé;

M. Kwaku Simon, moniteur-adjoint stagiaire de l'Enseignement, est nommé directeur de l'école de Lama-Kara;

M. Tocou Michel, instituteur principal de 2^e classe, reprend ses fonctions d'instituteur à l'école de garçons de Mango et est nommé directeur du groupe scolaire de Mango.

Les agents devant se déplacer auront droit aux indemnités de déplacement et aux frais de transport pour eux et leur famille.

Agents auxiliaires*Nomination — Affectation*

Par décision N° 548 CFT. du :

22 septembre 1945. — Le nommé Bamézon Johanes, titulaire du diplôme de l'Ecole des Pupilles mécaniciens de la marine en A.O.F. et du brevet de mécanicien Pratique Colonial (Section dessins), est engagé en qualité de calqueur, au salaire mensuel de Deux mille trois cents francs (2.300 F.) à l'exclusion de tous accessoires ou indemnités, et mis à la disposition du Directeur du Réseau pour compter du 26 septembre 1945.

M. Bamézon aura droit en outre aux divers avantages définis par l'ordre général N° 1 du 8 mars 1943, modifié par les ordres généraux N°s 2, 3 et 4 des 12 avril 1944, 3 octobre 1944 et 7 juin 1945, portant règlement intérieur du personnel auxiliaire employé au réseau des chemins de fer du Togo.

Gardes-frontières*Nominations — Affectations — Témoignage officiel de satisfaction*

Par arrêté N° 517 P. du :

18 septembre 1945. — Le nommé Koudawoo François est agréé dans le cadre local des douanes du Togo en qualité de garde-frontière stagiaire.

Il est mis à la disposition du chef du service des douanes.

Par arrêté N° 518 P. du :

18 septembre 1945. — Sont agréés dans le cadre local des douanes du Togo en qualité de gardes-frontières stagiaires, les nommés :

Missodé Koffi Louis
Folly Botsoé Augustin
Dravie Kodjovi Christian
Broohm Amavi Jean
Karvie Akakpo Dominique
Lawson Antoine Pascal
Dansou Folly.

Ces agents sont mis à la disposition du chef du service des douanes.

Par décision N° 540 P. du :

16 septembre 1945. — Les gardes-frontières ci-après désignés, sont affectés, pour compter du 1^{er} octobre 1945 :

A la brigade des douanes de Lomé

Toyé Sessou, garde-frontière de 1^{re} classe, en service au poste des douanes de Ségbé;

Gourma Anani, garde-frontière de 1^{re} classe, en service au poste des douanes de Klouto.

Au poste des douanes de Ségbé

Koriko Choro, garde-frontière de 1^{re} classe, en service au poste des douanes de Kpadapé.

Au poste des douanes de Kpadapé

Hounyé Dossah garde-frontière de 4^e classe, en service au poste des douanes de Badou.

Par décision N° 541 P. du :

16 septembre 1945. — Un témoignage officiel de satisfaction est accordé au garde-frontière de 1^{re} cl. Zamba Bernard, en service à la brigade des douanes de Lomé, pour la vigilance et l'esprit de décision dont il a fait preuve à l'occasion d'un incendie qui s'était déclaré sur le wharf de Lomé dans la nuit du 14 au 15 juillet 1945.

DIVERS**Commandement indigène**

Par décision N° 538 APA. du :

15 septembre 1945. — Est nommé à l'emploi de secrétaire du chef supérieur des Cabrais dans la subdivision de Lama-Kara (cercle de Sokodé) le nommé Kala Robert.

Le secrétaire du chef supérieur des Cabrais, Kala Robert, aura droit au traitement mensuel de 300 frs.

Enseignement*Ecoles du Gouvernement général*

Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. du :

27 août 1945. — Les élèves dont les noms suivent par ordre de mérite sont déclarés admis au concours d'entrée aux Ecoles normales :

1^o — WILLIAM-PONTYa) *A titre définitif* :

3. Lawson Alphonse (Togo)

6. Améniah Godwin (Togo)

20. Adjmagbo Bernard (Togo)

28. Eklou Paulin (Togo)

30. Afangbom Comlanvi (Togo)

57. Kpoti Augustin (Togo)

61. D'Almeida Barthélémy (Togo)

64. Gonzalvès Sébastien (Togo)

110. Ajavon Charles (Togo)

2^o — FRÉDÉRIC-ASSOMPTIONa) *A titre définitif* :

17. Dravie Paul (Togo)

22. Agbagla Alphonse (Togo)

32. Amétowou Martin (Togo)

3^o — DABOUb) *Sur la liste supplémentaire* :

5. Ontongbé Gabriel (Togo)

Les élèves déclarés définitivement admis devront être mis en route dans les délais permettant l'arrivée :

A Sébikhotane, le 10 octobre 1945;

A Katibougou, le 1^{er} octobre 1945;

Et à Dabou, le 13 octobre 1945 au plus tard.

En cas de défection des élèves régulièrement admis les candidats inscrits sur les listes supplémentaires pourront être appelés dans l'ordre de la liste.

Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. :

Sont déclarées définitivement admises à la section des élèves sages-femmes de l'Ecole africaine de Médecine et de Pharmacie de Dakar, les candidates dont les noms suivent, par ordre de mérite :

11 — Kpakpo Cécile (Togo)

14 — de Medeiros Eugénie (Togo)

21

Acouétey Véronique (Togo)

Sanvee Philomène (Togo)

Ogouki Rose (Togo)

Certificat d'études primaires élémentaires

SESSION 1945

*Liste des candidats admis classés par ordre de mérite**Centre de Lomé*

1 Hundt Angèle, école de filles de Lomé

2 Toovi Jean, école de garçons de Lomé

3 Olympio Lucien, Mission Catholique de Lomé

4 Gaba Sylvain, Mission Catholique de Lomé

Lawson Martine, école de filles de Lomé

6 Olympio Virginie, école N.-D.-des Ap. de Lomé

7 Doe Robert John, école de garçons de Lomé

8 Olympio Eugène, candidat libre de Lomé

9 Edoth Vincent, école de garçons de Lomé

Lamanou Adolphe, Mission Catholique de Lomé

11 Adamah François, candidat libre de Noépé

Agboku Jean, candidat libre de Noépé

Bartet Françoise, école de filles de Lomé.

de Médeiros Victor, Mission Catholique de Lomé

15 Foligan Emmanuel, Mission Catholique de Lomé

Adjalla Amoussouvi, école de garçons de Lomé

17 Anika William, école de garçons de Lomé

Akoutan Emmanuel, école de garçons de Lomé

19 Kavégè Emmanuel, Mission Catholique de Tsévié

Kwassivi Gottlieb, Mission Protestante de Lomé

21 Penaneque François, Mission Prot. de Lomé

22 Sittie William, candidat libre de Lomé

Besseh Corneille, candidat libre de Lomé

24 Aholou Hermann, candidat libre de Lomé

25 Lawson Emmanuel, école de garçons de Lomé

d'Almeida Paulin, école de garçons de Lomé

27 Amavi Emmanuel, Mission Catholique de Lomé

Creppy Gladstone, école de garçons de Lomé

Comlan Joachim, Mission Catholique de Lomé

30 Sampson Michel, Mission Catholique de Lomé

Adjangba Samuel, Mission Catholique de Lomé

Capo-Chichi Aubert, école de garçons de Lomé

33 Gbébléwoo Théobald, M. C. de Lomé

Agayé Gustave, cours populaire du soir de Lomé

Adomakpo Joseph, Mission Catholique de Lomé

36 Locoli Martin, école de garçons de Lomé

37 Jiminiga Bénoni, Mission Protestante de Lomé

38 Géraldo Raïmi, école de garçons de Lomé

Lawson Jean, cours populaire du soir de Lomé

Akuéson Henriette, école N.-D. des Ap. de Lomé

Adagbo Raphaël, Mission Catholique de Lomé

Jondo Pierre, école de garçons de Lomé

43 Kpodar Albert, Mission Protestante de Lomé

Samatey Lamine, école de garçons de Lomé

45 Olympio Bonito, école de garçons de Lomé

Dagba Léopold, école de garçons de Lomé

47 Afanou Kouassi, école de garçons de Lomé

- Creppy Jonathan, école de garçons de Lomé
 49 Ayawo Charles, Mission Catholique de Tsévié
 Anthony Oscar, Mission Protestante de Lomé
 Mouké Thomas, école de garçons de Lomé
 Folly-Bey Hyginus, école de garçons de Lomé
 53 Hounsihoué S. Pauline, école de filles de Lomé
 54 Bandeira Françoise, école de filles de Lomé
 55 Mensah Ambroise, école de garçons de Lomé
 Matthia Michel, Mission Catholique de Lomé
 Apéléti Hilaire, Mission Catholique de Lomé
 Adjivon K. Louis, Mission Catholique de Tsévié
 Ananou Joseph, Mission Catholique de Tsévié
 Aziakpo K. Raphaël, Mission Catholique de Tsévié
 Lassey Ruben, école de garçons de Lomé
 62 Sodjati Félix, école de garçons de Lomé
 Abalo Félix, Mission Catholique de Lomé
 64 Ecoué Blaise, école de garçons de Lomé
 Akakpo Félix, école de garçons de Lomé
 Dogbé Atsou, école de garçons de Lomé
 67 d'Almeida Raymond, candidat libre de Lomé
 Hounlèdè Pascal, candidat libre de Lomé
 Lawson Leufroy, école de garçons de Lomé
 70 Atsou Gabriel, Mission Catholique de Tsévié
 Nadjim Inoussa, candidat libre de Lomé
 72 Tossa Philippe, Mission Catholique de Lomé
 Agbolessi Robert, Mission Catholique de Lomé
 Agboblé Jean, Mission Protestante de Lomé
 de Souza Germain, candidat libre de Lomé
 76 Sadzo Hetsu Godwin, cours pop. du soir de Lomé
 77 Kowuvi Venance, Mission Catholique de Lomé
 Afangbédji Grégoire, Mission Cath. de Lomé
 79 Danklou Benjamin, Mission Catholique de Lomé
 Ahyee John Evariste, cours pop. du soir de Lomé
 Napporn Walter, école de garçons de Lomé
 Pinto Sylvestre, candidat libre de Lomé
 Abbey Anani Pierre, école de garçons de Lomé
 Adomey Frédéric, école de garçons de Lomé
 85 Mac Leosson Jean, cours pop. du soir de Lomé
 Segbaya Raphaël, Mission Catholique de Lomé
 Koukouli Marcellin, école de garçons de Lomé
 Anthony Hélène, Mission Protestante de Lomé
 Lawson Martin, Mission Catholique de Lomé
 90 Agbo Stanislas, Mission Catholique de Lomé
 91 Akouégnon Koutanou, école de garçons de Lomé
 Amégah Emmanuel, Mission Catholique de Lomé
 Dos Reis Isidore, candidat libre de Lomé
 Koffi Salomon, candidat libre de Lomé
 Olympio Fabien, école de garçons de Lomé
 96 Agégee Gabriel, école de garçons de Lomé
 97 Lawson Abraham, école de garçons de Lomé
 Jacob Joséphine, école de filles de Lomé
 Kpéglo Pius, Mission Catholique de Lomé
 Aclamanou Noé, Mission Protestante de Lomé
 Santos Michel, Mission Catholique de Lomé
 102 Abalo Victor, Mission Catholique de Lomé
 103 Schneider Bernice, école de filles de Lomé
 Pindra Loukoumanou, école de garçons de Lomé
 Arémon Mathilda, école N.-D. des Ap. de Lomé
 Adjogah Messadji, candidat libre de Lomé
 Creppy Nelly, école de filles de Lomé
 108 Yévuh Cécile, école N.-D. des Ap. de Lomé
 Kalipé Albert, école de garçons de Lomé
 110 Toovi Sébastien, école de garçons de Lomé
 Sossu Augustin, Mission Protestante de Lomé
 Tossoukpè Maurice, école de garçons de Lomé
 Coudakpoh Christophe, candidat libre de Lomé
 Atohun Emile, candidat libre de Lomé
 Attivi Ferdinand, candidat libre de Lomé
 Brym Scholastique, école N.-D. des Ap. de Lomé
 117 Akakpo Akossou, école de garçons de Lomé
 118 Djamesi K. Maurice, M. C. de Tsévié
 Agboku Nicolas, candidat libre de Lomé
 120 Edoth Jean, candidat libre de Lomé
 Folly Pierre, école de garçons de Lomé
 Koffi Jean, Mission Protestante de Lomé
 Tossa Cyprien, candidat libre de Lomé
 Tossou Alex, candidat libre de Lomé
 Zamba Eugénie, école de filles de Lomé
 Akpogan Jacques, candidat libre de Lomé
 Gabla K. Paul, M. C. de Tsévié
 Agbodjan Pierre, école de garçons de Lomé
 129 Ocloo Boniface, Mission Catholique de Lomé
 130 Mensah Iden, Mission Protestante de Lomé
 Pédanou Jean, Mission Catholique de Lomé
 Vovor Michel, Mission Catholique de Lomé
 Yenou Dovi Antoine, candidat libre de Lomé
 d'Almeida Eusèbe, école de garçons de Lomé
 Amoussou Comfort, école de filles de Lomé
 Aziglossou Y. Joseph, M. C. de Tsévié
 Afégbédji Joël, Mission Protestante de Lomé
 d'Almeida Eugène, candidat libre de Lomé
 139 Agbodjan Victorine, école de filles de Lomé
 140 Adjato Koffi, école de garçons de Lomé
 Adigo François, Mission Catholique de Lomé
 Avulété François, Mission Catholique de Lomé
 Adjiku Emmanuel, Mission Catholique de Noépé
 Kodjo Alexandre, école de garçons de Lomé
 145 Amarin Régina, école N.-D. des Ap. de Lomé
 Amoussou Eugénie, cours pop. du soir de Lomé
 147 Ako Damien, candidat libre de Lomé
 Lawson Jacques, Mission Catholique de Lomé
 Afflaga Frédéric, école de garçons de Lomé
 Akakpo Bernard, Mission Catholique de Lomé
 151 Focados Léo, Mission Catholique de Lomé
 Sanvee Hilaire, école de garçons de Lomé
 Adjosu Etienne, Mission Catholique de Noépé
 154 Zéwu Eben-Ezer, Mission Protestante de Lomé
 Adotévi Edouard, Mission Catholique de Lomé
 de Medeiros Léon, école de garçons de Lomé
 da Cruz Longin, candidat libre de Lomé
 Dorkenoo Jean, Mission Catholique de Lomé
 Dagadou Siegfried, candidat libre de Lomé
 160 Akakpo Cosmas, école de garçons de Lomé
 161 Afokpa Joffre, candidat libre de Lomé
 Lassey Agnithy, candidat libre de Lomé
 163 Romao Symphorien, cours pop. du soir de Lomé
 Bankoley Paulin, candidat libre de Lomé
 Agbably Simon, Mission Catholique de Lomé
 Da Silva Désiré, Ecole de garçons de Lomé
 167 Amouzou Emmanuel, cours pop. du soir de Lomé
 168 Amoussou Vicentia, école de filles de Lomé
 Agbodjan Isaac, cours pop. du soir de Lomé
 Mensah Henri, Mission Catholique de Lomé
 Lawson Victor, Mission Catholique de Lomé

- 172 Gbébléwoo Grégoire, Mission Catholique de Lomé
Bluthutu Mensah, école de garçons de Lomé
- 174 Anani Antoine, Mission Catholique de Lomé
Sossah Séverin, école de garçons de Lomé
- 176 Anthony Seth, Mission Protestante de Lomé
Maboudou Jeanne, école N.-D. des Ap. de Lomé
- 178 Nicoué Frédéric, cours pop. du soir de Lomé
da Silveira Emile, Mission Catholique de Lomé
- 180 Koffi Eugène, Mission Catholique de Tsévié
Topanou Paul, Mission Protestante de Lomé
- 182 Koudan Mathieu, école de garçons de Lomé
Messavi Constantin, Mission Protestante de Lomé
Gaïthou Gabriel, cours pop. du soir de Lomé
de Souza John, candidat libre de Lomé
Adandogou Adjavon, cours pop. du soir de Lomé
- 187 Pruess Frida, école de filles de Lomé
- 188 Kpelly Pierre, Mission Protestante de Lomé
Amoussou Ahouansou, école de garçons de Lomé
de Souza Béatrice, candidate libre de Lomé
Ayawo Vincent, école de garçons de Lomé
- 192 Lodonou Antoinette, école de filles de Lomé
Tométi Manassé, candidat libre de Lomé
Bannermann Alexina, école N.-D. des Ap. de Lomé
Bambani Zafo, école de garçons de Lomé
- 196 Bodjona Michel, cours pop. du soir de Lomé
Olympio Clarence, école de garçons de Lomé
Dorkenoo Mathieu, école de garçons de Lomé
- 199 Blabou Victor, école de garçons de Lomé
- 200 Lawson Emile, Mission Catholique de Lomé
Nogbedzi François, Mission Catholique de Lomé
Adika Emmanuel, candidat libre de Lomé
- 203 Dockey Bernard, candidat libre de Lomé
- 204 Olympio Alphonse, école de garçons de Lomé
Agossa Julienne, école de filles de Lomé
- 206 Dégboé Emmanuel, Mission Protestante de Lomé
Malatou Clément, Mission Cath. de Lomé
Atikpo K. Michel, Mission Cath. de Tsévié
- 209 Foly Christophe, Mission Cath. de Lomé
Kokouvi Antoine, Mission Cath. de Tsévié
Gumézou Déodat, école de garçons de Lomé
- 212 Amégbé Clément, école de garçons de Lomé
- 213 Sossuavi Salomon, Mission Protestante de Lomé
Tellah K. Joseph, Mission Cath. de Tsévié
- 215 Kué Jean, école de garçons de Lomé
Salou Moudachirou, école de garçons de Lomé
Quashie Julie, école N.-D. des Ap. de Lomé
Tete Jean, Mission Protestante de Lomé
- 219 Adigo Paula, école de filles de Lomé

Centre d'Anécho

- 1 Schidiack Jacques, M. C. d'Anécho
- 2 Amouzou Jean-Baptiste, M. C. d'Anécho
- 3 Randolph Marguerite, école de filles d'Anécho
- 4 Nicoué Kouétey, école de garçons d'Anécho
- 5 Johnson Anne, école de filles d'Anécho
- 6 Prince Emmanuel, Mission Méth. d'Anécho
- 7 Kpodar Adolphe, école de garçons d'Anécho
- 8 Kouévi Adolphe, M. C. d'Anécho
- 9 Komlan André, cours pop. du soir d'Anécho
- 10 Dadzie Martin, Mission Cath. d'Anécho
- 11 Attiogbé Amaté Emmanuel, M. C. de Togoville
Tagodoé Pascal, Mission Catholique d'Anécho
- 13 Sitti Chochovi Paix, école de filles d'Anécho

- 14 Mensah Edmond, Mission Cath. d'Anécho
- 15 Edouard Norbert, école de garçons d'Anécho
- 16 Guessou Jean-Marie, M. C. de Togoville
- 17 Akouété Pierre, Mission Cath. d'Anécho
- 18 de Souza Théophile, école de garçons d'Anécho
Sihouanou Félix, école de garçons d'Anécho
- 20 Amouzou François, école de garçons d'Anécho
- 21 Mensah Eugénie, école de filles d'Anécho
- 22 Amédomé Antoine, Mission Cath. de Togoville
Affambi Samuel, Mission Méth. d'Anécho
Guidiglo François, cours pop. du soir d'Anécho
Moévi Ezéchiel, Mission Méthodiste d'Anécho
- 26 Ayité Alex Ayikoué, école de garçons d'Anécho
Bosou Bertin, Mission Catholique d'Anécho
- 28 Gnassounou Thomas, Mission Cath. d'Anécho
Lawson Teyi Samuel, école de garçons d'Anécho
- 30 Aménoumouvé Amétowoyona, E. de gar. d'Anécho
- 31 Molémé Pierre, Mission Cath. d'Anécho
- 32 Akouété Léonard, école de garçons d'Anécho
- 33 d'Almeida Jean, Mission Cath. d'Anécho
- 34 Kouassi Gabriel, Mission Cath. d'Anécho
- 35 Ahodikpè Elisabeth, école de filles d'Anécho
Attigbé Emmanuel, Mission Cath. de Togoville
- 37 Akibodé Hilarion, Mission Cath. d'Anécho
Brohm Saturnin, école de garçons d'Anécho
- 39 Lawson Salomon, Mission Méthodiste d'Anécho
Sossou Lossa Jean, école de garçons d'Anécho
- 41 Kokouda Michel, Mission Cath. d'Anécho
- 42 Woéto Mensanvi, école de garçons d'Anécho
- 43 Mensah André, Mission Méthodiste d'Anécho
- 44 Noudjrodou Amouzouvi, école de gar. d'Anécho
Tipoh Agbélé Florence, école de garçons d'Anécho
Ayité Amavi, école de garçons d'Anécho
- 47 Tossou Gabriel, Mission Méthodiste d'Anécho
- 48 Abalo Roger, Mission Cath. d'Anécho
Agbétonyo Félix, Mission Méth. d'Anécho
Foli Assiongbon, école de garçons d'Anécho
Lawson Dieudonné, école de garçons d'Anécho
Mivèdor Godfroid, école de garçons d'Anécho
- 53 Agbédoglo Gbessindé, école de garçons d'Anécho
Sodantonou Frédéric, Mission Cath. d'Anécho
- 55 Sossou Ben, école de garçons d'Anécho
- 56 Améganvie Grégoire, Mission Cath. d'Anécho
Koffi David, Mission Cath. d'Anécho
- 58 Dossou Blaise, école de garçons d'Anécho
- 59 Amouzougan Henri, Mission Cath. de Togoville
Akouété Emmanuel, Mission Méth. d'Anécho
- 61 Dravié Euphrem, Mission Cath. d'Anécho
- 62 Adoté Aduayi Raphaël, Mission Cath. d'Anécho
- 63 Akpaglo Gaston, cours pop. du soir d'Anécho
- 64 Mensan Benjamin, Mission Méthodiste d'Anécho
- 65 Adimado Datevi, école de garçons d'Anécho
- 66 Radji Idrissou, école de garçons d'Anécho
- 67 Kassa Kossi, école de garçons d'Anécho
N'Sougan Thomas, école de garçons d'Anécho
- 69 Bruce Théodora, école de filles d'Anécho
- 70 Agnindé Maraté, cours pop. du soir d'Anécho
- 71 Gbadoé Jacques, Mission Cath. d'Anécho
- 72 Trénou Afanlabi, école de garçons d'Anécho
- 73 Assignon Sossou, école de garçons d'Anécho
Gbégnon Félicien, Mission Catholique d'Anécho
Kouglénou Michel, école de garçons d'Anécho

- 76 Mensah Adjété, école de garçons d'Anécho
- Dovi Daniel, école de garçons d'Anécho
- 78 Moèvi Moïse, école de garçons d'Anécho
- 79 Sodatonou Sabina, école N.-D. des Ap. d'Anécho
- Daté André, Mission Catholique d'Anécho
- 81 Afanou Comlan, école de garçons d'Anécho.
- 82 Amouzou Théophile, Mission Cath. de Togoville
- 83 Ayéwanou Samuel, Mission Cath. d'Anécho
- Sossou Jean, Mission Méthodiste d'Anécho
- 85 Améganvie Emma, école N.-D. des Ap. d'Anécho
- 86 Nyakpo Sylvain, Mission Cath. de Togoville
- 87 Ecoué Antoinette, école N.-D. des Ap. d'Anécho
- Foligan Jean, cours pop. du soir d'Anécho
- 89 Foli Louis Ekoué, école de garçons d'Anécho
- 90 Efoé K. Emile, école de garçons d'Anécho
- 91 Dossouvi Pierre, cours pop. du soir d'Anécho
- 92 Kokouda Houndjo, école de garçons d'Anécho
- 93 Adélé Kpodehou, école de garçons d'Anécho
- 94 Yehouessi André, Mission Cath. d'Anécho

Centre d'Atakpamé

- 1 Dógbé Edmond, Mission Protes. d'Atakpamé
- 2 Laovi Charles, Mission Protes. d'Atakpamé
- 3 Koffi Omer, école de garçons d'Atakpamé
- 4 Toké David, Mission Protes. d'Atakpamé
- 5 Assila James, école de garçons d'Atakpamé
- 6 Djanyikpo Michel, Mission Cath. d'Atakpamé
- 7 d'Almeida Léopold, école de garçons d'Atakpamé
- 8 Alagbo Henri, candidat libre d'Atakpamé
- 9 Otou Thomas, candidat libre d'Atakpamé
- 10 Kékeh Michel, Mission Cath. d'Atakpamé
- Kpakpaloulou Emile, Mission Protes. d'Atakpamé
- 12 Séfouh Bernard, Mission Catho. d'Atakpamé
- 13 Amadou Alphonse, Mission Cath. d'Atakpamé
- 14 Edéji Isidore, Mission Cath. d'Atakpamé
- Fomadi Gaspard, école de garçons d'Atakpamé
- 16 Kéméku Samuel, candidat libre d'Atakpamé
- 17 Alam Marie, candidate libre d'Atakpamé
- 18 Koudozan Emile, Mission Protes. d'Atakpamé
- Yabi Etienne, Mission Cath. d'Atakpamé
- 20 Adanou Justine, école de garçons d'Atakpamé
- Afanou Gilbert, Mission Cath. d'Atakpamé
- Johnson Ignace, école de garçons d'Atakpamé
- Kémé Edmond, Mission Cath. d'Atakpamé
- 24 Equagou Francis, candidat libre d'Atakpamé
- Kagla Alphonse, candidat libre d'Atakpamé
- 26 Alam Antoine, Mission Cath. d'Atakpamé
- Gnéza Charles, candidat libre d'Atakpamé
- 28 Gnéza Raymond, Mission Cath. d'Atakpamé
- Tamégnon Yao, candidat libre d'Atakpamé
- Zanou Koffi, école de garçons d'Atakpamé
- 31 Ali Norbert, candidat libre d'Atakpamé
- 32 Agbesse Freeman, Mission Protes. d'Atakpamé
- Ezoumbé Seth, école de garçons d'Atakpamé
- 34 Dotsé Cosmas, école de garçons d'Atakpamé
- 35 Anifrani Nicodème, candidat libre d'Atakpamé
- 36 Adangblénou Pierre, Mission Cath. d'Atakpamé
- 37 Amédomé Ernest, école de garçons d'Atakpamé
- 38 Assogba Clément, Mission Cath. d'Atakpamé
- 39 Assogba Paul, Mission Cath. d'Atakpamé
- Abouga Raymond, Mission Cath. de Tomégbé
- Atchou Simon, Mission Cath. de Tomégbé
- Doro Cléophas, école de garçons d'Atakpamé

- 43 Agléctognon Linus, candidat libre d'Atakpamé
- Sant'Anna Emmanuel, école de gar. d'Atakpamé
- 45 Akpovi Emmanuel, Mission Cath. d'Atakpamé
- Kouroughbé Séménou, école de garçons d'Atak.
- 47 Tchakpana Robert, école de gar. d'Atakpamé
- 48 Fatchao Afoutou école de gar. d'Atakpamé
- 49 Bébi David, Mission Protes. d'Atakpamé
- Doh Alphonse, école de garçons d'Atakpamé
- 51 Tchalla André, école de garçons d'Atakpamé
- 52 Daku Maurice, candidat libre d'Atakpamé
- Gnahounou Koami, école de garçons d'Atakpamé
- Tchala Paul, Mission Cath. d'Atakpamé
- 55 Badjo Fagnon, école de garçons d'Atakpamé
- 56 Agboton Innocent, candidat libre d'Atakpamé
- 57 Lanvoin Thimothée, école de garçons d'Atakpamé

Centre de Palimé

- 1 Gassou Anani, école de garçons de Palimé
- 2 Amégnigan Christian, école de garçons de Palimé
- 3 Ator Emmanuel, Mission Cath. d'Agou
- 4 Kudzu Clément, Mission Cath. de Palimé
- 5 Nyadzogbé Christian, Mission Cath. de Palimé
- 6 Johnson Françoise, école de garçons de Palimé
- 7 Sanvee Kitchner, candidat libre de Palimé
- 8 Nénonéné Eben-Ezer, Mission Protes. de Palimé
- 9 Terrac Guy, école de garçons de Palimé
- Apéli Alexandre, Mission Cath. de Palimé
- 11 Gadégbéku Théodore, Mission Cath. de Palimé
- 12 Mawupé Julie, école N.-D. des Ap. de Palimé
- 13 Améko Béatus, Mission Protes. de Palimé
- 14 Ségbé Gabriel, Mission Cath. de Palimé
- 15 Fiabi Emmanuel, Mission Protes. d'Agou
- 16 Siaka Seth, Mission Protes. de Palimé
- 17 Adiabou Emmanuel, école de garçons de Palimé
- 18 Atohoun Emmanuel, Mission Protes. d'Agou
- 19 Ahiatrogah Félix, candidat libre de Palimé
- 20 Sitti Albert, candidat libre de Palimé
- 21 Matthia Robert, Mission Cath. de Palimé
- 22 Assima Victor, Mission Cath. d'Agou
- 23 Amouzou Siegfried, Mission Protes. de Palimé
- Koutoh Aaron, candidat libre de Palimé
- 25 Konutsé Jean, Mission Cath. d'Agou
- Nouvoédénou Thomas, Mission Protes. de Palimé
- 27 Dagbovie Sophie, école N.-D. des Ap. de Palimé
- 28 Zogli Simon, Mission Cath. d'Agou
- Pofagi K. Blaise, école de garçons de Palimé
- 30 Kasséné Emmanuel, candidat libre de Palimé
- 31 Dogbé Albert, école de garçons de Palimé
- Glé Ferdinand, Mission Cath. de Palimé
- 33 Amétépé Alex, candidat libre de Palimé
- Adayi Damien, Mission Cath. de Palimé
- 35 Kudawu Emmanuel, Mission Cath. de Palimé
- 36 Ségbéfia Fidelis, candidat libre de Palimé
- Adamahéto Pierre, Mission Cath. d'Agou
- d'Almeida Lydia, école de garçons de Palimé
- 39 Attidigan Godwin, école de garçons de Palimé
- 40 Kamassa Tobie, Mission Cath. de Palimé
- Kossi Constantin, Mission Protes. de Palimé
- 42 Sobo Gabriel, Mission Cath. de Palimé
- Ayawovi Joseph, candidat libre de Palimé
- 44 Akouesson Basile, candidat libre de Palimé
- 45 Trédé Valentin, Mission Protes. de Palimé

- 46 Amouklou Bernard, Mission Protes. d'Agou
Hédézie Esau, candidat libre de Palimé
Soménu Robert, candidat libre de Palimé
- 49 Woédémé Emmanuel, Mission Protes. de Palimé
- 50 Guidi Evance, Mission Protes. d'Agou
- 51 Sromvi Komi, école de garçons de Palimé
- 52 Agbéfu Marcellin, Mission Cath. de Palimé
Nusséassi Benoît, Mission Cath. de Palimé
- 54 Amézotso Philippe, candidat libre de Palimé
Amégakpo Michel, Mission Cath. de Palimé
- 56 Dossou Jean, Mission Cath. de Palimé
Tsolégnanou Gustave, candidat libre de Palimé
- 58 Agbéka Simon, candidat libre de Palimé
Buagbé Tobie, Mission Cath. de Palimé
- 60 Folivia Clément, Mission Protes. de Palimé
- 61 Akovi Léopold, candidat libre de Palimé
- 62 Adzino Boniface, Mission Cath. de Palimé
- 63 Nutsu Michel, Mission Cath. de Palimé
- 64 Dotsè Léon, Mission Cath. de Palimé
Santou André, Mission Protes. de Palimé
- 66 Yao Lucas, Mission Cath. d'Agou
Agbové Jonas, Mission Protestante de Palimé
- 68 Yévu Gustave, Mission Protes. de Palimé
- 69 Attiogbé Victoria, école N.-D. des Ap. de Palimé
Féli Emmanuel, Mission Cath. de Palimé
- 71 Akoto Christian, école de garçons de Palimé
- 72 Plaktor Guy, Mission Cath. de Palimé
- 73 Koffi Boniface, Mission Cath. de Palimé
- 74 Akagla Christophe, candidat libre de Palimé
- 75 Afolabi Ladzi, Mission Cath. de Palimé
Enakutsa Edwin, candidat libre de Palimé

Centre de Sokodé

- 1 Mensah Noël, école de garçons de Mango
- 2 Gouvidé Madéou, école professionnelle de Sokodé
- 3 Lawson Victor, école de garçons de Mango
- 4 Atakpa Albert, école de garçons de Mango
- 5 Dantaré Sinadja, école de garçons de Mango
- 6 Akpéli Pierre, Mission Cath. de Yadé
- 7 Lissagou Dominique, Mission Cath. de Yadé
- 8 Agamah Godfroy, candidat libre de Mango
Gaba Justin, école de garçons de Sokodé
Yovo Gabriel, Ecole professionnelle de Sokodé
- 11 Bagnan Yaovi, Ecole professionnelle de Sokodé
- 12 Dossou Raphaël, école de garçons de Sokodé
Nakpané Etienne, école de garçons de Bassari
Aduayi Alexandre, candidat libre de Mango
- 15 Nadio Namori, candidat libre de Mango
- 16 Kpankpasso Méliga, Ecole profes. de Sokodé
Sodji Sanvee Christophe, candi. libre de Bassari
- 18 Ali René, Mission Cath. de Yadé
- 19 Gabriel Tohi, candidat libre de Sokodé
- 20 Kombaté Linga, candidat libre de Sokodé
Polo Kparou, école de garçons de Mango
Falschau Gottfried, candidat libre de Sokodé
Afo Odjobité, école de garçons de Sokodé
- 24 Ali Issa Yorou, candidat libre de Mango
- 25 Palanga Agnala, école de garçons de Sokodé
- 26 Agaté Clément, Mission Cath. de Yadé
- 27 Louis Noël, école de garçons de Bassari
- 28 Sogoyou Bernard, Mission Cath. de Yadé
- 29 Kanwaté Jean, candidat libre de Yadé
Pognon Marc, école de garçons de Sokodé
Alfa Gama école professionnelle de Sokodé

- 32 Bagna Ogano, école de garçons de Mango
Pérézi Maurice, Mission Cath. de Yadé
- 34 Ayéva Adjoa, école de garçons de Sokodé
Lacé Esther, école de garçons de Sokodé
- 36 Aduayi Joséphine, école de garçons de Sokodé
Abiassi Louis, école de garçons de Mango
Mensah Clément, école de garçons de Mango
- 39 Korto Samon, école de garçons de Mango
- 40 Gaston Esso, école de garçons de Sokodé
- 41 Seidou Antoine, Mission Cath. de Yadé
- 42 Gbati Ali, Ecole professionnelle de Sokodé
Mignaguiré Digoé, candidat libre de Mango
- 44 Kpanté Thomas, candidat libre de Bassari
- 45 Gbègbéni Nanamalé, école de garçons de Bassari
- 46 Chabli Yargou, école de garçons de Mango
Aoui Abalo, école de garçons de Sokodé
- 48 Ako Koukouba, candidat libre de Sokodé
- 49 Kabissa Allassani, candidat libre de Sokodé
- 50 Adrien Adakouvi, école de garçons de Sokodé
- 51 Djagan Michel, Mission Cath. de Yadé
Komotané Georges, candidat libre de Mango
- 53 Sonhayé Nadjombé, candidat libre de Bassari
Yakpaboté Laurent, Mission Cath. de Yadé
- 55 Tchassim Etienne, candidat libre de Yadé
- 56 Bandoa Bernard, Mission Cath. de Yadé
- 57 Acolatsé Jeoffrey, école de garçons de Sokodé
- 58 Fankéba Séni, candidat libre de Bassari
- 59 Dénigba Frédéric, candidat libre de Sokodé

Interdiction de séjour

Par arrêté N° 536 APA. du :

24 septembre 1945. — Le séjour dans le territoire du Togo est interdit pendant une durée de dix ans pour compter du 27 novembre 1945, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Eklou, Ayawo Thomas, de la prison de Sokodé, âgé de 32 ans environ, né vers 1913 à Koumassi (Gold-Coast) fils de Eklou et de Akouélé, sans profession, domicilié auparavant à Lomé, condamné 1^o) par jugement du 16 octobre 1935 du tribunal correctionnel de Lomé, pour vol à 5 ans de prison, 5 ans d'interdiction de séjour; 2^o) par jugement du 27 novembre 1935 du tribunal criminel de Lomé pour vol en bande à 4 ans de prison 5 ans d'interdiction de séjour; 3^o) par jugement du 26 août 1940 du tribunal du premier degré de Lomé à 6 mois de prison, pour délit d'évasion; 4^o) par jugement du 14 septembre 1940 du tribunal du premier degré de Sokodé à 6 mois de prison, pour délit d'évasion avec bris de prison.

Justice

Par arrêté N° 511 APA. du :

15 septembre 1945. — La composition du tribunal criminel de Mango, pour l'année 1945, est modifiée comme suit :

M. Lapevssonnie, médecin-capitaine des troupes coloniales, médecin chef de la subdivision sanitaire de Mango, est nommé assesseur européen près le tribunal criminel de Mango pour l'année 1945, en remplacement du médecin-capitaine Roigt.

Santé publique**Ecole d'infirmiers et infirmières**

Par décision N° 542 P. du :

16 septembre 1945. — Sont admis à suivre les cours de l'école des infirmiers et infirmières du Togo, organisée par arrêté n° 274/p. du 29 mai 1945, pendant l'année scolaire 1945-1946 :

Klutsé Céline	Coffi Moïse
de Médeiros Léopold	Atayi Elias
Anifrani Japhet	Amadou Théophile
Tomégah Mathias	Gounhouya Kokou Edouard
de Souza Elie	Dom Samuel
Béhanzin Barnabé	Adigbli Conrad
Bohn Joséphine	Lawson Paul
Edorh Félicia	Divo Ayaovi
Gomez Béatrice	Tchécou Christophe
Sanvee Monique	Agblé Léonard
Mensah Léontine	Attioto Anani Ayité
Akakpo Rémi	Lafonékou David
Lawson Benjamin	Kouvahe Folly Joseph
Dosseh Georges	Lawson Philippe
Tshala David	Latévi Emile.
Denkey Victor	

Secours

Par arrêté N° 533 CRT. du :

21 septembre 1945. — Un secours temporaire annuel de Mille deux cents francs, (1.200 frs.) payable par trimestre échu, est alloué pour la période du 1^{er} août 1945 au 22 février 1947 inclus, au nommé Zinsou Bodé, Emile, tuteur légal des deux enfants de feu Zinsou Christophe, ex-agent du Réseau.

La dépense est imputable au budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo — chapitre 1^{er} — exercices 1945-1946 et 1947.

Sociétés indigènes de prévoyance

Par décision N° 551 AE. du :

22 septembre 1945. — M. Sanson, administrateur des colonies, est nommé président de la commission centrale de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance du Togo en remplacement de M. l'administrateur en chef GAUDILLOT.

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS****DOMAINES****Avis de Bornage**

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier

Le mercredi 24 octobre 1945 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, subdivision de Klouto, cercle du

centre consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme de quadrilatère irrégulier portant une maison en dur couverte en tôles ondulées à usage d'habitation d'une contenance d'environ 28 ares 60 centiares, et borné au nord par terrain à Koffi Epou, à l'est par terrain à Jonathan Dumogan, au sud par prolongement de la rue du Maréchal Lyautey, à l'ouest par une rue projetée, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Hlomaschi Adam E., commerçant, demeurant et domicilié à Palimé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 8 décembre 1944 n° 1291.

Le jeudi 25 octobre 1945 à dix heures du matin et jours suivants, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Woamé, subdivision de Palimé cercle du centre consistant en un terrain rural, non bâti, de culture sur lequel se trouvent complantés de cacaoyers, des caféiers et diverses autres essences d'une contenance de 6 hectares environ, connu sous le nom de Ayemadolakouigata et borné à l'est par terrain à requérant, au sud par Tayi et Kokoroko Tsahé, à l'ouest par Jizzé Kodjo et Kokoroko Tsahé au nord par Tsékpé Bléko et Dabi Zinou dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Nyégbé Adjo cultivateur, demeurant et domicilié à Woamé, (subdivision de Palimé) agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 29 janvier 1943, n° 1228.

Le lundi 5 novembre 1945 à treize heures et jours suivants, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Abobo, subdivision de Tsévié, cercle de Lomé consistant en un terrain rural non bâti, ayant la forme de polygone irrégulier d'une contenance de 21 hectares 36 ares 98 centiares et borné au nord par terrain à la collectivité Zar Klassou et terrain à Nyagan, à l'est par terrains à Tétékpoé et à Akakpo, au sud par un passage et à l'ouest par terrains aux collectivités Atoné et Zar Klassou dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Dorkenou Michel Amouzouvi planteur, notable, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 8 décembre 1944, n° 1290.

Le mercredi 7 novembre 1945 à huit heures du matin et jours suivants il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Abobo, subdivision de Tsévié, cercle de Lomé consistant en un terrain rural, non bâti, terrain de forme irrégulière d'une contenance de 16 hectares 24 ares 68 centiares, et borné à l'est par Akitseté, Dotsé, Atandji, au sud par Houdesso, Kewou, à l'ouest par Kponou, au nord par Maboui dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Akin Kponou, propriétaire, demeurant et domicilié à Abobo, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 16 mars 1944, n° 1244.

Le vendredi 9 novembre 1945 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Abobovi, subdivision de Tsévié, cercle de Lomé consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier sur lequel se trouvent quelques cultures vivrières et cocotiers d'une conte-

nance de 10 hectares 31 ares 07 centiares, et borné à l'est par le lac Togo, au sud par le titre Foncier n° 481 du territoire du Togo à John Comlavi Adotévi, à l'ouest par Avussey et Djidonou Zanou, et au nord par terrain à David Dorte Dueggah dont l'immatriculation a été demandée par le sieur de Souza Félício Marcellin, planteur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 2 juin 1945, n° 1300.

Le conservateur de la propriété foncière p. i.,
E. GUÉRIN.

**Avis de demande d'immatriculation
au livre foncier du territoire du Togo**

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, au mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1303, déposée le 15 septembre, 1945 les sieurs Koffi Gbadago et Akakpo Mensah

propriétaires, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en leurs noms personnels comme propriétaires, majeurs non interdits jouissant de leurs droits civils selon leur statut personnel indigène et optant pour la législation française ont demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier et complanté de cocotiers au nombre de 2.000 environ d'une contenance totale de 19 ha, 47 ares situé à Nogoedji Ouatchi (cercle d'Anécho) et borné à l'est par Assiakoley Anani et Amavi Kouao, au sud par Amavi Kouao et Assiakoley Anani à l'ouest par Kpégli Amégansse.

Ils déclarent que ledit immeuble leur appartient et n'est, à leur connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière p. i.,
E. GUÉRIN.